

> RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2001

Exercice terminé le 31 décembre 2001



**Préparé par le
Service des finances
Direction de la comptabilité
et du contrôle financier**

Le 28 mars 2002

LE PRIX CANADIEN D'EXCELLENCE DES RAPPORTS FINANCIERS

attribué à la

Ville de Montréal,
Québec

pour son rapport
financier annuel de
l'exercice terminé
le 31 décembre 2000

La GFOA (Government Finance Officers Association),
qui regroupe des représentants gouvernementaux
des États-Unis et du Canada, attribue le Prix
canadien d'excellence des rapports financiers
aux administrations municipales dont les
rapports financiers annuels se conforment
au haut degré de qualité exigé
par le programme.



Imelda Bruce

Président

Jeffrey L. Esau

Directeur Général

Prix canadien d'excellence des rapports financiers

La GFOA (Government Finance Officers Association of the United States and Canada) a décerné son prix canadien d'excellence des rapports financiers à la Ville de Montréal pour son rapport financier annuel de l'exercice terminé le 31 décembre 2000. L'objectif de ce prix d'excellence est d'encourager les administrations municipales du Canada à présenter des états financiers de qualité et d'offrir aux responsables de la publication de ces rapports la possibilité d'être reconnus par leurs pairs et, au besoin, de recevoir l'aide technique de ces derniers.

Le prix canadien d'excellence des rapports financiers est décerné aux administrations municipales dont le rapport annuel est jugé conforme, en substance, aux critères d'évaluation de la GFOA.

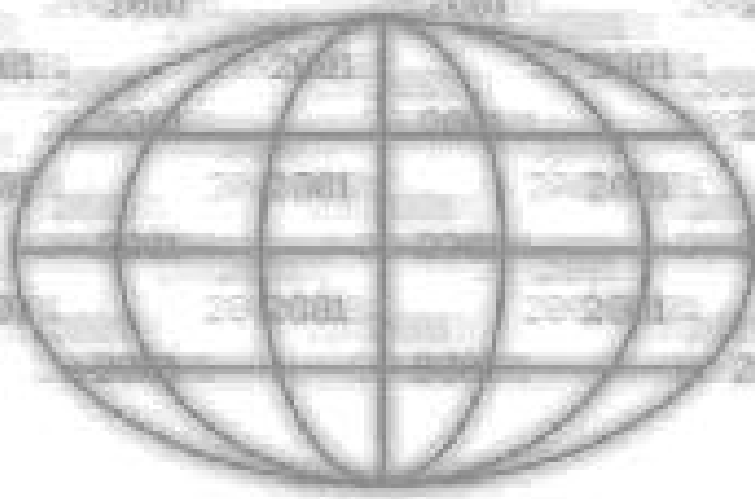
Les états financiers d'une administration municipale doivent présenter une information financière et des commentaires qui excèdent, en qualité, les principes comptables généralement reconnus. Par conséquent, conformément au principe de l'exposé complet, clair et véridique, les états financiers doivent montrer que les responsables ont véritablement tenté de communiquer fidèlement la situation financière de l'administration municipale, d'améliorer l'aptitude des administrations municipales à communiquer l'information financière et de combler les attentes des utilisateurs.

Le prix d'excellence est décerné pour une seule année.

Table des matières

	Page
A • Introduction	
Information financière	A5
B • Information financière – États financiers	
Responsabilité à l'égard de la présentation de l'information financière	1
Rapport du vérificateur de la Ville	2
Rapport des vérificateurs	3
États financiers	
Bilan	4
État des activités financières	5
État des activités d'investissement	6
États des surplus et des fonds réservés	7
État du coût des services municipaux	8
État de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme	10
État de l'évolution de la situation financière	11
Notes et tableaux complémentaires	12
Tableau 1 – Détail du bilan	30
Tableau 2 – Détail de l'état des activités financières	32
Tableau 3 – Dépenses de fonctionnement par objet	34
Tableau 4 – Dette à long terme	35
Tableau 5 – Excédent (déficit) des activités d'investissement	39
Tableau 6 – Dette directe et indirecte et dépenses d'investissement à financer à long terme	40
C • Information financière – Renseignements supplémentaires	
Analyse des revenus	41
Analyse des dépenses de fonctionnement	42
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature	44
Mouvement des placements du fonds d'amortissement	45
Mouvement de l'actif à long terme	46
Mouvement de la dette à long terme	47
Échéance de la dette à long terme	48
D • Information complémentaire et statistiques	
Évaluation imposable équivalente	51
Évaluation foncière (cinq exercices)	51
Évolution de certains taux de taxation	52
Imposition et perception de contributions foncières incluant les répartitions des améliorations locales (cinq exercices)	52
Imposition et perception de la taxe d'eau et de services et de la taxe d'affaires (cinq exercices)	52
État des activités financières (cinq exercices)	53
États des surplus et des fonds réservés (cinq exercices)	54
Dépenses de fonctionnement par objet (cinq exercices)	55
Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature (cinq exercices)	56
Dette directe et indirecte et dépenses d'investissement à financer à long terme (cinq exercices)	57
Montréal en chiffres	60
Statistiques générales	61

A - INTRODUCTION



Information financière

VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

Le présent document est le dernier à offrir un portrait financier de la Ville de Montréal, telle qu'on la connaissait depuis plusieurs décennies. En effet, le 1^{er} janvier 2002, Montréal est devenue une nouvelle entité désignant l'ensemble du territoire de l'île de Montréal qui, avant cette date, comptait 28 municipalités.

Ce regroupement s'est concrétisé dans la foulée de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec, le 20 décembre 2000, de la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais*.

Un comité de transition, créé en vertu de cette même loi, a travaillé tout au long de 2001 afin de mettre en place la nouvelle Ville de Montréal, notamment en mettant sur pied une structure administrative opérationnelle, en préparant un budget pour l'exercice 2002 et en facilitant l'harmonisation des relations de travail.

RÉSULTATS ET SURPLUS

Activités financières

(en milliers de dollars)	2001		2000
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus	2 035 806	2 134 448	2 131 293
Dépenses de fonctionnement et autres activités financières avant amortissement accéléré des mesures transitoires	(2 092 797)	(2 083 719)	(2 093 310)
Affectations	53 576	52 553	38 743
Financement à long terme des dépenses de fonctionnement	3 415		
Excédent avant amortissement accéléré des mesures transitoires		103 282	76 726
Amortissement accéléré des mesures transitoires		(58 875)	(17 061)
Excédent net		44 407	59 665
		2001	2000
Surplus au 31 décembre		96 540	106 035

Les données budgétaires cumulent les prévisions adoptées par le conseil municipal en décembre 2000 ainsi que les autorisations de dépenses à même les surplus au bilan du 31 décembre 2000.

Les revenus de l'exercice ont dépassé de 99 M\$ les prévisions budgétaires. Au chapitre des revenus de taxation, la Ville a enregistré des revenus de taxes générales et d'affaires supérieurs de 23 M\$ aux prévisions originelles. D'autre part, le raffermissement de l'activité économique constaté dans le secteur immobilier et les excédents de trésorerie ont permis de générer près de 18 M\$ additionnels en revenus de mutations immobilières et d'intérêts. Au chapitre des autres revenus, la Ville a enregistré un montant additionnel de près de 42 M\$ provenant de différentes sources locales, notamment, l'augmentation des sommes perçues auprès de Stationnement Montréal, l'appropriation du surplus actuariel du régime de retraite des élus, l'augmentation des revenus liés à l'émission des permis et des licences et à l'exploitation du Complexe environnemental St-Michel. Sur le plan des revenus de transfert, la Ville a perçu un montant additionnel de 10 M\$ du Gouvernement du Québec en guise de compensation pour la crise du verglas de janvier 1998.

Au 31 décembre 2001, le surplus se chiffre à 96 M\$. Ce montant, tel que le prévoit la loi, demeure au bénéfice exclusif des habitants et des contribuables du territoire de l'ancienne Ville de Montréal. En outre, cette dernière est parvenue au cours du dernier exercice à améliorer sa situation financière de façon appréciable. En effet, les résultats positifs obtenus lui ont permis d'appliquer le même traitement que la majorité des municipalités de l'Île en ce qui a trait aux éléments de rémunération d'années antérieures dont les montants étaient à pourvoir, conformément aux dispositions s'appliquant à la suite de la réforme de la comptabilité municipale au Québec en l'an 2000.

Information financière

SITUATION ÉCONOMIQUE

Après avoir connu une expansion entre 1993 et 1999, l'économie de Montréal est entrée dans une phase de ralentissement. L'emploi, qui stagnait depuis la fin de 1999, s'est amélioré en raison des conditions favorables qui ont prévalu à Montréal en 2001. Le nombre de résidents de la ville ayant un emploi a grimpé de 2,3 % alors qu'il a chuté de 0,4 % dans l'ensemble de la région. La concentration de la fabrication de biens non durables sur le territoire de la Ville de Montréal est la principale source de cette bonne performance. Bien que cette amélioration ne se soit pas traduite par une baisse du chômage, elle a cependant contribué à une hausse du taux d'activité qui est passé de 61,4 % à 62,9 %, soit le même niveau que le sommet atteint en 1999.

Sur le plan des exportations, les livraisons manufacturières ont reculé en 2001 dans la plupart des grandes industries montréalaises, sauf dans celles de l'aéronautique et des produits chimiques. Dans le domaine aéronautique, bien que les perspectives de croissance de Bombardier aient été assombries par les événements du 11 septembre 2001, la situation s'est par la suite stabilisée, ce qui a entraîné le rappel d'employés qui avaient été mis à pied quelques mois auparavant. Au chapitre des investissements des entreprises dans les équipements, ceux-ci devraient avoir augmenté de près de 3 % en 2001, alors qu'ils avaient presque doublé de 1995 à 1998.

Par ailleurs, la croissance de près de 8 % constatée dans le secteur de la construction privée et publique a permis de soutenir le niveau de l'ensemble des investissements. La valeur des seuls permis de construire a augmenté de près de 24 % dans la région métropolitaine. Il s'agit de la croissance la plus élevée de l'ensemble des agglomérations canadiennes. Trois chantiers majeurs au centre-ville ont contribué à cette relance : la conversion de l'immeuble de l'ancien magasin Eaton, la construction de l'immeuble de la Caisse de dépôt et placement du Québec et la mise en chantier de la phase I de la Cité du commerce électronique. Hors du centre-ville, la construction de trois bâtiments sur mesure a pris fin en 2001 : ceux de Telus, de Provigo et d'Ericsson.

Quant aux investissements publics dans le secteur manufacturier, la réalisation d'un projet important mérite d'être soulignée, celle du complexe pétrochimique d'Interquisca Canada qui sera construit à Montréal-Est, au cours de la période de 2001 à 2003. Dans le domaine immobilier, les valeurs foncières, sur lesquelles repose la base fiscale de la Ville, n'ont pas souffert d'instabilité puisque celles-ci ne ressentent qu'avec un certain retard les secousses économiques. On a même prévu que près de un milliard de dollars de nouvelles valeurs imposables s'ajouteront en 2002.

À court terme, les prévisions laissaient présager une récession dont l'ampleur serait limitée. L'activité économique nord-américaine devrait renouer avec la croissance au cours de 2002. Les entreprises montréalaises, qui ont déjà été soumises aux rigueurs de la concurrence externe, peuvent s'ajuster plus rapidement aux aléas de la conjoncture. Toutefois, certains risques subsistent toujours; une récession généralisée à l'échelle mondiale ainsi qu'une absorption trop lente des investissements passés en technologies de l'information pourraient compromettre cette reprise.

FAITS SAILLANTS

Développement économique et urbain

Dans le but de favoriser le développement de son économie ainsi que la réalisation d'importants projets d'investissements sur son territoire, la Ville joue un rôle important de soutien auprès de clientèles d'affaires œuvrant dans les secteurs industriels, immobiliers et commerciaux. À cette fin, la Ville gère un ensemble de programmes de contributions et de subventions de façon à maximiser l'effet de levier financier de ses propres investissements.

Ainsi, dans le contexte de son plan d'action ayant pour but de revitaliser certaines artères commerciales, la Ville a versé des subventions de 2,7 M\$ pour soutenir la réalisation de nombreux projets ayant nécessité des investissements de plus de 24,3 M\$.

Dans le secteur industriel, la Ville a poursuivi ses efforts pour favoriser le maintien et le développement des entreprises industrielles sur son territoire. Par l'entremise de son programme d'allégement fiscal, la Ville a déployé un effort financier équivalent à 4,4 M\$ afin de soutenir la réalisation d'importants projets d'investissements totalisant 80 M\$.

Dans le but de stimuler et de développer les activités économiques au centre-ville et dans le Vieux-Montréal, le programme de subvention à la revitalisation des terrains a permis de faciliter la réalisation d'importants projets de construction requérant des investissements de quelque 660 M\$. En vertu du plan quinquennal conjoint avec le ministère de la Culture et des Communications, une somme de près de 3 M\$ a été injectée dans des projets de mise en valeur de bâtiments patrimoniaux. Ces sommes ont été investies principalement dans la restauration de bâtiments, dans la mise en œuvre d'un nouveau programme de soutien financier aux fouilles archéologiques ainsi que dans l'acquisition de terrains vacants du Vieux-Montréal qui ont un potentiel archéologique intéressant.

Par ailleurs, les investissements étrangers dans les activités reliées à l'industrie cinématographique et télévisuelle ont atteint 235 M\$ cette année, et ce, malgré la menace de grève des acteurs et des scénaristes américains et les retombées négatives liées aux événements du 11 septembre 2001.

Information financière

FAITS SAILLANTS (suite)

Enfin, la Ville a connu une année record en délivrant 6 251 permis de construire pour des travaux d'une valeur de 1,3 milliards de dollars. Ces statistiques favorables sont principalement imputables aux projets du secteur commercial dont la valeur des travaux a connu une hausse remarquable de 152 %, en passant de 311 M\$ en l'an 2000 à 785 M\$ en 2001. Cette croissance est associée, entre autres, à des projets comme ceux ayant cours dans la Cité du multimédia et dans la Cité du commerce électronique, à l'agrandissement du Palais des congrès, à la construction du bureau d'affaires de la Caisse de dépôt et placement du Québec ainsi qu'à de nouveaux complexes hôteliers.

Habitation

Dans le domaine de l'habitation, des efforts importants ont été faits par la Ville afin de soutenir le développement résidentiel ainsi que l'accession à la propriété dans des quartiers ciblés. Afin d'assurer une action concertée et efficace, la Ville gère un ensemble de programmes de soutien. Dans le cas de programmes conjoints réalisés en collaboration avec le gouvernement du Québec, la Ville agit à titre de mandataire de la Société d'habitation du Québec. L'objectif de ces programmes est de favoriser la restauration de bâtiments existants et la construction de nouveaux immeubles.

Le programme de revitalisation des quartiers centraux (PRQC) a été reconduit pour une cinquième année, et des crédits de 16 M\$ ont été prévus. En 2001, ce programme a servi, entre autres, à la rénovation de 469 logements dont plus de 60 % l'ont été dans des bâtiments vacants, à l'amélioration de la sécurité de 2 344 logements et à l'aménagement de 959 nouveaux logements dont plus des trois quarts résultent de la transformation ou de la reconstruction de bâtiments dont l'utilisation initiale était non résidentielle.

Afin de favoriser l'accession à la propriété, la Ville a continué à offrir plusieurs programmes comme le crédit de taxes pour les acheteurs de maisons neuves (1140 unités pour une valeur de 3,8 M\$), le crédit de taxes pour les propriétaires d'immeubles locatifs neufs dans l'arrondissement de Ville-Marie (270 unités pour une valeur de 675 000 \$) de même que celui pour les acheteurs de logements convertis (56 unités pour une valeur de 81 000 \$). Un nouveau programme d'aide à l'acquisition d'immeubles existants, Domi-Cible, a été lancé. Il est financé entièrement en vertu du plan d'action conjoint avec le gouvernement du Québec sur les interventions d'appoint dans les quartiers ciblés. Déjà, 348 acquisitions ont été subventionnées, ce qui représente une aide financière de 1,9 M\$.

En 2001, à sa deuxième année d'existence, Réno-Atout, un programme qui favorise les travaux de modernisation de bâtiments locatifs à valeur foncière peu élevée et qui constitue aussi une intervention d'appoint avec le gouvernement du Québec pour les quartiers ciblés, a permis la rénovation de 2 000 unités. Des subventions totalisant 3,5 M\$ ont été accordées pour ces travaux.

La Ville a poursuivi ses efforts de mise en valeur de sa réserve foncière par la vente de terrains à des fins de développement résidentiel. Ainsi, grâce à l'opération «Habiter Montréal», plusieurs projets domiciliaires, d'une valeur foncière de 355 M\$, ont été entrepris en 2001. Compte tenu de leur ampleur, certains de ces projets seront réalisés au cours d'une période couvrant plusieurs années. Au cours de 2001, près du tiers des unités ont été construites.

Par ailleurs, à la fois pour revitaliser le cadre bâti et pour répondre aux besoins des ménages à faible revenu, la Ville poursuit son soutien au logement communautaire en participant au programme Accès Logis. En 2001, des projets totalisant environ 550 logements auront été approuvés.

Culture

Des événements importants ont marqué la vie culturelle à Montréal en 2001. Ainsi, les 20 ans d'existence des maisons de la culture ont été soulignés par plusieurs manifestations auxquelles les Montréalais ont pris part. Plus de 5 000 personnes ont participé à deux journées de spectacles présentés au Théâtre de Verdure et mettant en vedette une soixantaine d'artistes. D'autre part, sous le haut patronage de l'UNESCO, l'événement multidisciplinaire «Dialogue entre les civilisations, Routes de dialogue» a été présenté afin de souligner l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations. Cette manifestation a bénéficié d'un apport en vertu du programme de soutien à l'interculturalisme, conformément à l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue avec le ministère de la Culture et des Communications. En vertu de ce même programme, la Ville a versé 229 000 \$ à 17 organismes montréalais. De plus, afin de souligner le 20^e anniversaire des relations de coopération et d'échanges entre les administrations municipales de Montréal et de Lyon, le jardin de Montréal à Lyon, en France, a été inauguré en juin.

Par ailleurs, la Ville a investi près de 1,9 M\$ dans la rénovation du nouveau Centre d'histoire de Montréal. La moitié de l'investissement a été financée par le ministère de la Culture et des Communications, en vertu de l'Entente sur le développement culturel de Montréal. Le Centre propose maintenant aux visiteurs une véritable aventure historique urbaine avec de nouvelles expositions qui offrent un parcours dans la ville, d'hier à aujourd'hui.

Information financière

FAITS FAILLANTS (suite)

La Bibliothèque de Montréal a accru de 11% ses achats de livres en anglais. Les travaux d'élaboration de la collection de la nouvelle bibliothèque de Parc-Extension ont été entrepris. L'implantation du nouveau système informatisé «Gulliver» s'est poursuivie dans 11 bibliothèques de la Ville afin d'offrir aux citoyens une plus grande convivialité d'utilisation et d'accès à l'information. Le ministère de la Culture et des Communications assume la moitié du coût de déploiement de ce système qui s'élève à 3 M\$.

Sports, loisirs et développement social

La Ville a orienté ses actions et son programme de soutien financier dans le but d'assurer l'accessibilité, la diversité et la qualité des services offerts en matière de sports, de loisirs et de développement social. En 2001, la Ville a versé 14,7 M\$ en contributions financières aux divers organismes qui doivent élaborer et gérer les programmes d'activités aux profits des clientèles locales et régionales, tout en favorisant le rapprochement des citoyens et la consolidation des communautés.

En septembre 2001, a été inauguré le nouveau centre de l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, une installation dans laquelle la Ville a investi 1,4 M\$.

Pour répondre adéquatement aux besoins des familles durant la saison estivale, la Ville a accordé un soutien technique et financier à plus de 130 clubs de vacances. Quelque 15 000 jeunes, de tous les quartiers de la Ville, ont pu profiter des activités organisées à leur intention.

Quelque 2,3 M\$ ont été versés à des organismes afin de soutenir le développement social et communautaire dans les quartiers. Une bonne part de ce montant a été utilisée en vertu du programme de prévention de la criminalité. Ces interventions ont pour but d'assurer la sécurité urbaine des Montréalais, dont la résolution des problématiques sociales liées à l'itinérance, à la prostitution et aux incivilités.

Enfin, il faut mentionner l'hommage unique rendu par la Ville, en fin d'année, à 200 bénévoles montréalais engagés de longue date dans les sports, les loisirs et le développement social. Cet hommage a clôturé de belle façon à Montréal l'Année internationale des bénévoles.

Investissements réalisés en vertu du programme triennal d'immobilisations

Pour que Montréal puisse jouer pleinement son rôle au sein de la collectivité montréalaise, la Ville doit réaliser des investissements importants pour améliorer ses grands réseaux d'infrastructures et la qualité du milieu de vie et appuyer le développement économique.

Sur le plan des infrastructures de base, le maintien d'un réseau routier sécuritaire et de qualité devant répondre aux attentes des citoyens a nécessité des investissements de plus de 39 M\$ pour la reconstruction de trottoirs et de puisards ainsi que la réfection de chaussées. De plus, une somme de 27 M\$ a servi principalement à la réfection majeure de viaducs, de ponts, de tunnels et des voies de service de l'autoroute Décarie, ainsi qu'à la construction d'un nouveau pont enjambant le canal de Lachine (9,6 M\$).

Dans le domaine des infrastructures liées à la production d'eau potable, la Ville a fait des investissements totalisant 8 M\$ pour la réhabilitation de conduites d'eau, la réfection d'éléments des usines et la modernisation des systèmes de production d'eau potable.

Conformément aux orientations qu'elle a définies, la Ville a poursuivi ses efforts afin de réduire la pollution visuelle engendrée par la présence des réseaux de fils aériens des sociétés de services publics. En 2001, plus de 14 M\$ ont été investis dans la construction et l'amélioration du réseau municipal de conduits souterrains et dans la conversion du réseau aérien au réseau souterrain sur une distance de 7 kilomètres.

L'importance des ressources requises par les infrastructures de base ne saurait faire oublier la préoccupation de la Ville de fournir des services répondant aux attentes des citoyens. Ainsi, la Ville a investi près de 12 M\$ pour maintenir en bon état son actif consacré à des fins culturelles, sportives, de loisirs et communautaires. Par ces investissements, la Ville a aussi voulu s'assurer que cet actif corresponde aux besoins et aux normes des activités qui y sont pratiquées. Ces investissements ont été réalisés en vertu de plusieurs programmes ciblés : amélioration des aires de jeu, dotation d'installations sportives concentrées dans les sites de baignade familiale, réfection de centres de loisirs et communautaires et développement du réseau de terrains de soccer. Des travaux de réfection ont également été faits au centre Claude-Robillard ainsi que dans d'autres bâtiments sportifs.

Dans sa volonté d'offrir des services culturels et récréo-touristiques de qualité aux citoyens de Montréal ainsi qu'à des clientèles régionale, nationale et internationale, la Ville a réalisé des investissements totalisant 4,2 M\$. La part la plus importante de ce montant a servi au renouvellement de l'exposition permanente du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière et à l'aménagement du jardin des Premières-Nations, au Jardin botanique.

Information financière

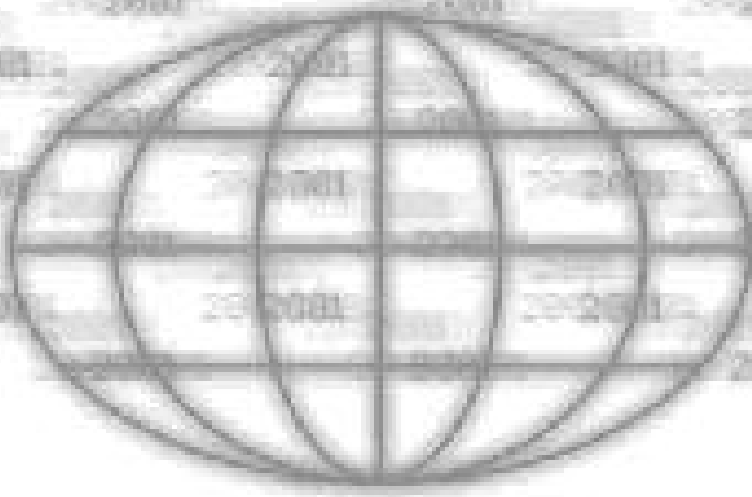
FAITS FAILLANTS (suite)

En ce qui a trait aux espaces verts, la Ville poursuit ses efforts pour améliorer ce réseau en investissant 16 M\$ dans divers projets. Parmi ceux-ci, figurent l'acquisition et l'aménagement de terrains pour combler les besoins des quartiers en voie de développement, l'aménagement de parcs en rive et de promenades riveraines ainsi que des interventions dans le secteur du golf du Bout-de-l'île.

En parallèle, la Ville met tout en œuvre pour soutenir et favoriser la réalisation de projets qui permettent le développement du territoire. Ainsi, elle a investi 23 M\$ dans la construction de nouvelles infrastructures associées à l'activité de la construction résidentielle, industrielle et commerciale. Parmi ces projets, mentionnons ceux sur le site des anciennes usines Angus, celui du Golf de l'île de Montréal, le Technoparc, en bordure de l'autoroute Bonaventure, et la Cité du multimédia. De plus, près de 12 M\$, dont 8 M\$ provenant du gouvernement du Québec, ont été consacrés à la réalisation de la première phase du Quartier International.

B - INFORMATION FINANCIÈRE

États financiers



Responsabilité à l'égard de la présentation de l'information financière

Le rapport financier annuel de la Ville de Montréal pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2001 a été préparé par le directeur général adjoint aux Finances et trésorier.

Le 1^{er} janvier 2002, en vertu de la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais*, adoptée le 20 décembre 2000 par le gouvernement du Québec, la Ville a été intégrée à la nouvelle Ville de Montréal. Cette municipalité regroupe la Communauté urbaine de Montréal et 28 municipalités et succède aux droits, obligations et charges de la Ville de Montréal et des autres composantes.



Les états financiers, présentés dans ce rapport, ont été préparés en tenant compte de la charte de la Ville en vigueur au 31 décembre 2001 et de certaines particularités de la comptabilité municipale, le tout tel que décrit à la note 2 de ces états.

Pour évaluer certains faits et opérations, l'administration municipale a procédé à des estimations d'après la meilleure appréciation qu'elle avait de la situation et en tenant compte de l'importance relative. Les renseignements financiers supplémentaires et statistiques contenus dans l'ensemble du rapport financier annuel concordent avec l'information présentée dans les états financiers.

L'administration municipale a la responsabilité de maintenir des systèmes de contrôle interne et de comptabilité appropriés qui fournissent une assurance raisonnable que les politiques de la Ville sont suivies, que ses opérations sont effectuées conformément aux autorisations appropriées, que ses biens sont convenablement conservés et que les états financiers reposent sur des registres comptables fiables.

Le conseil municipal exerce tous les pouvoirs de la Ville alors que le comité exécutif veille à l'administration des affaires courantes de la Ville.

Les états financiers ont été vérifiés par le vérificateur de la Ville et par deux vérificateurs externes dont les services ont été retenus par le conseil municipal.

A handwritten signature in black ink, which appears to read "André Delisle".

André Delisle
Directeur général adjoint
aux Finances et trésorier

Montréal, le 28 mars 2002

Ville de Montréal

Bureau du vérificateur
Direction

333, rue Saint-Antoine Est
Bureau 510
Montréal (Québec) H2X 1R9

Rapport du vérificateur de la Ville

À Monsieur le Maire,
au Président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal



Selon les dispositions de l'article 733 de la charte, j'ai vérifié le bilan de la Ville de Montréal au 31 décembre 2001 et les états des activités financières, des activités d'investissement, des surplus et des fonds réservés, du coût des services municipaux, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à l'administration municipale. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'ineffectués importants. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'administration municipale, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables décrits à la note 2.

Le vérificateur de la Ville,



Guy Lefebvre, CA

Montréal, le 26 mars 2002

Rapport des vérificateurs

À Monsieur le Maire,
au Président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal

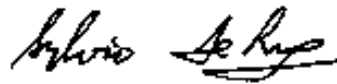
Nous avons vérifié le bilan de la Ville de Montréal au 31 décembre 2001 et les états des activités financières, des activités d'investissement, des surplus et des fonds réservés, du coût des services municipaux, de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date et nous avons obtenu tous les renseignements et explications demandés. La responsabilité de ces états financiers incombe à l'administration municipale. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par l'administration municipale, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis et du mieux que nous avons pu nous en rendre compte par les explications et les renseignements qui nous ont été donnés et d'après ce qu'indiquent les livres de la Ville, ces états financiers sont rédigés de manière à donner, à tous les égards importants, une image fidèle des affaires de la Ville au 31 décembre 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables décrits à la note 2.



G. André Harel, FCA
de la firme
Harel Drouin - PKF
Comptables agréés



Sylvio De Rose, CA
de la firme
Samson Béclair / Deloitte & Touche, S.E.N.C.
Comptables agréés

Montréal, Canada
Le 28 mars 2002

Bilan

Au 31 décembre 2001

		<i>(en milliers de dollars)</i>	
	<i>Notes</i>	2001	2000
ACTIF			
À court terme			
Encaisse et placements		302 971	275 266
Placements – Fonds d'amortissement	3	254 918	144 979
Débiteurs	4	244 016	177 874
Stock		10 347	10 877
Tranche exigible des créances à long terme	6	18 860	17 373
Dépenses reportées		4 072	1 380
		835 184	627 749
Placements	3	37 638	46 210
Placements – Fonds d'amortissement	3	624 071	670 530
Propriétés immobilières destinées à la revente		151 198	153 712
Avances et prêts à des sociétés paramunicipales et filiale	5	77 272	82 632
Créances à long terme	6	103 533	114 214
Immobilisations	7	2 380 719	2 329 658
		4 209 615	4 024 705
PASSIF			
À court terme			
Créditeurs, provisions et charges à payer	9	467 127	471 187
Revenus reportés		94 451	89 263
Versements exigibles sur la dette à long terme	10	248 503	157 889
		810 081	718 339
Subventions reportées	7	314 708	319 717
Dette à long terme	10	2 490 978	2 518 071
Obligation nette – Régimes de retraite et avantages sociaux futurs	11	1 793 171	1 560 700
		5 408 938	5 116 827
AVOIR DES CONTRIBUABLES			
Surplus non affecté		50 754	6 635
Surplus affecté	12	45 786	99 400
Fonds réservés		5 164	6 523
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	13	572 116	510 564
		673 820	623 122
Montant à pourvoir dans le futur – Régimes de retraite et avantages sociaux futurs	11	(1 793 171)	(1 560 700)
Montant à pourvoir dans le futur – Autres	14	(79 972)	(154 544)
		(1 873 143)	(1 715 244)
Engagements et éventualités	19		
		4 209 615	4 024 705

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des activités financières

Exercice terminé le 31 décembre 2001

(en milliers de dollars)

	Notes	2001		2000
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Taxes		1 354 754	1 377 707	1 383 305
Paiements tenant lieu de taxes		165 759	170 740	216 270
Autres revenus de sources locales		300 725	360 215	386 188
Transferts		214 568	225 786	145 530
		<u>2 035 806</u>	<u>2 134 448</u>	<u>2 131 293</u>
Dépenses de fonctionnement				
Administration générale		265 117	268 316	241 411
Sécurité publique		412 647	426 608	408 596
Transport		340 759	348 738	350 979
Hygiène du milieu		178 039	195 532	175 439
Santé et bien-être		72 855	76 727	67 953
Aménagement, urbanisme et développement		132 644	121 334	156 370
Loisirs et culture		279 803	296 211	281 364
Frais de financement – Intérêts nets	15	164 462	161 585	156 165
Contribution au fonds spécial de financement des activités locales				35 920
		<u>1 846 326</u>	<u>1 895 051</u>	<u>1 874 197</u>
Autres activités financières				
Frais de financement – Capital	15	211 349	205 695	209 887
Transfert à l'état des activités d'investissement	16	35 122	41 848	26 287
		<u>246 471</u>	<u>247 543</u>	<u>236 174</u>
Total des dépenses de fonctionnement et autres activités financières		<u>2 092 797</u>	<u>2 142 594</u>	<u>2 110 371</u>
Excédent (déficit) des activités financières avant affectations		<u>(56 991)</u>	<u>(8 146)</u>	<u>20 922</u>
Affectations				
Surplus non affecté		231	231	2 169
Surplus affecté		53 345	53 345	37 957
Fonds réservés			(1 023)	(1 383)
		<u>53 576</u>	<u>52 553</u>	<u>38 743</u>
Excédent (déficit) avant financement à long terme		<u>(3 415)</u>	<u>44 407</u>	<u>59 665</u>
Financement à long terme des dépenses de fonctionnement		<u>3 415</u>		
Excédent net		<u><u>3 415</u></u>	<u><u>44 407</u></u>	<u><u>59 665</u></u>

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des activités d'investissement

Exercice terminé le 31 décembre 2001

(en milliers de dollars)

	<i>Note</i>	2001		2000
		Budget	Réalisations	Réalisations
Sources de financement				
Transfert de l'état des activités financières		35 122	41 848	26 287
Autres sources				
Surplus affecté			326	458
Fonds réservés			2 382	574
Autres – Crédoiteurs				2 783
Emprunts à long terme émis		252 013	241 408	220 276
		<u>287 135</u>	<u>285 964</u>	<u>250 378</u>
Dépenses d'investissement				
Administration générale		20 586	13 617	8 634
Sécurité publique		5 752	3 808	4 554
Transport		147 198	109 712	102 600
Hygiène du milieu		51 943	29 651	31 384
Santé et bien-être		10	6	3
Aménagement, urbanisme et développement		13 860	31 182	17 834
Loisirs et culture		47 786	47 148	38 777
	17	<u>287 135</u>	<u>235 124</u>	<u>203 786</u>
Excédent des activités d'investissement		<u><u> </u></u>	<u><u>50 840</u></u>	<u><u>46 592</u></u>

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

États des surplus et des fonds réservés

Exercice terminé le 31 décembre 2001

SURPLUS

(en milliers de dollars)

	Note	Activités financières		Activités d'investissement		Solde
		Virement de	Virement à	Virement de	Virement à	
NON AFFECTÉ – Solde au 31 décembre 2000						6 635
Affectation – Activités financières			(231)			(231)
Affectation – Surplus affecté		1 629	(1 686)			(57)
Excédent net		44 407				44 407
NON AFFECTÉ – Solde au 31 décembre 2001		<u>46 036</u>	<u>(1 917)</u>			<u>50 754</u>
AFFECTÉ – Solde au 31 décembre 2000						99 400
Affectation – Activités financières			(53 345)			(53 345)
Affectation – Activités d'investissement					(326)	(326)
Affectation – Surplus non affecté		1 686	(1 629)			57
AFFECTÉ – Solde au 31 décembre 2001	12	<u>1 686</u>	<u>(54 974)</u>		<u>(326)</u>	<u>45 786</u>
SURPLUS – Solde au 31 décembre 2001		<u>47 722</u>	<u>(56 891)</u>		<u>(326)</u>	<u>96 540</u>

FONDS RÉSERVÉS

(en milliers de dollars)

	Solde au 31-12-2000	Activités financières		Activités d'investissement		Solde au 31-12-2001
		Virement de	Virement à	Virement de	Virement à	
Parcs et terrains de jeux	5 605	872			(2 382)	4 095
Unités de stationnement	918	151				1 069
	<u>6 523</u>	<u>1 023</u>			<u>(2 382)</u>	<u>5 164</u>

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État du coût des services municipaux

Exercice terminé le 31 décembre 2001

(en milliers de dollars)

	2001			
	Dépenses de fonctionnement	Frais de financement	Amortissement Immobilisations	Subventions reportées
Dépenses				
Administration générale	268 316	6 014	6 046	(552)
Sécurité publique	426 608	1 895	3 452	(195)
Transport	348 738	52 838	66 362	(6 569)
Hygiène du milieu	195 532	22 454	33 051	(2 909)
Santé et bien-être	76 727	342	247	(23)
Aménagement, urbanisme et développement	121 334	50 699	21 247	(1 279)
Loisirs et culture	296 211	27 343	36 815	(4 737)
Frais de financement – Intérêts nets	161 585	(161 585)		
Contribution au fonds spécial de financement des activités locales				
	<u>1 895 051</u>		<u>167 220</u>	<u>(16 264)</u>

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État du coût des services municipaux (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2001

2001				2000
<u>Subventions de fonctionnement</u>	<u>Perte sur dispositions</u>	<u>Services rendus aux organismes municipaux</u>	<u>Coût des services municipaux</u>	<u>Coût des services municipaux</u>
(27 119)	312		253 017	249 824
(10 499)			421 261	405 031
(1 926)		(3 357)	456 086	453 877
(853)	874	(27 030)	221 119	199 163
(73 163)			4 130	453
(17 582)			174 419	220 156
(69 383)			286 249	305 059
				35 920
<u>(200 525)</u>	<u>1 186</u>	<u>(30 387)</u>	<u>1 816 281</u>	<u>1 869 483</u>

État de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme

Exercice terminé le 31 décembre 2001

	<i>(en milliers de dollars)</i>	
	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Solde au début de l'exercice	<u>510 564</u>	462 897
Ajouter		
Acquisitions d'immobilisations	219 711	178 917
Acquisitions de propriétés immobilières destinées à la revente	4 669	4 687
Acquisitions de placements	252 055	202 578
Amortissement et radiation des subventions reportées	20 117	15 982
Émission de créances à long terme	12 302	26 958
Émission de prêts à long terme	2 140	1 349
Remboursement de la dette à long terme	210 285	224 691
Autres		
Excédent des activités d'investissement	50 840	46 592
Créditeurs	76	89
	<u>772 195</u>	<u>701 843</u>
Déduire		
Dispositions et radiations d'immobilisations	1 430	2 066
Dispositions de propriétés destinées à la revente	7 183	7 604
Dispositions de placements	189 016	203 735
Amortissement des immobilisations	167 220	166 404
Encaissement et radiation de créances à long terme	21 496	14 780
Subvention à l'acquisition d'immobilisations	15 108	12 008
Émission de dettes à long terme	272 908	220 276
Autres		
Solde des règlements d'emprunts fermés porté au fonds d'amortissement	34 265	22 957
Variation du montant à pourvoir – Perte sur change	1 560	652
Perte sur fluctuation du change	457	818
Créditeurs		2 783
Fonds des conduits souterrains – Fonds de retraite		93
	<u>710 643</u>	<u>654 176</u>
Solde à la fin de l'exercice	<u><u>572 116</u></u>	<u><u>510 564</u></u>

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de l'évolution de la situation financière

Exercice terminé le 31 décembre 2001

	<i>Notes</i>	<i>(en milliers de dollars)</i>	
		2001	2000
Activités de fonctionnement			
Excédent net		44 407	59 665
Éléments de financement et d'investissement imputés aux activités financières			
Contributions au fonds d'amortissement		186 290	179 621
Transfert à l'état des activités d'investissement		41 848	26 287
Remboursement de la dette à long terme		21 269	20 956
Encaissement de créances à long terme		(16 767)	(14 780)
Subventions à l'acquisition d'immobilisations et de propriétés immobilières destinées à la revente		(14 392)	(4 748)
Dispositions d'immobilisations et de propriétés immobilières destinées à la revente		(5 077)	(2 446)
		257 578	264 555
Éléments n'affectant pas les liquidités			
Affectations		(52 553)	(38 743)
Amortissement des mesures transitoires	14	65 418	27 829
Amortissement des dépenses reportées		1 380	1 380
Amortissement des revenus reportés		(11 370)	(7 354)
Solde de prix de vente à recevoir		482	697
Autres		76	247
		261 011	248 611
Variation nette des autres éléments à court terme	18	(62 079)	36 040
		198 932	284 651
Activités d'investissement			
Dispositions de placements		190 677	205 634
Encaissement de créances à long terme		16 767	14 780
Dispositions d'immobilisations et de propriétés immobilières destinées à la revente		5 077	2 446
Acquisitions de placements		(252 055)	(202 578)
Acquisitions d'immobilisations		(219 711)	(178 917)
Émission de créances à long terme		(12 302)	(26 958)
Acquisitions de propriétés immobilières destinées à la revente		(4 669)	(4 687)
Avances et prêts à des sociétés paramunicipales et filiale		5 360	(1 307)
Dépenses reportées		(4 072)	
Encaissement de revenus reportés		16 558	9 675
		(258 370)	(181 912)
Activités de financement			
Produit des emprunts		338 893	403 408
Subventions à l'acquisition d'immobilisations		15 108	12 008
Subventions à l'acquisition de propriétés immobilières destinées à la revente		2 501	
Rachat d'obligations par le fonds d'amortissement		(189 016)	(203 735)
Rachat d'obligations par refinancement		(65 985)	(183 132)
Remboursement de la dette à long terme		(21 269)	(20 956)
		80 232	7 593
Évolution des espèces et quasi-espèces		20 794	110 332
Espèces et quasi-espèces au début		273 255	162 923
Espèces et quasi-espèces à la fin		294 049	273 255

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Les espèces et quasi-espèces sont constituées de l'encaisse et des placements à court terme du fonds général dont l'échéance est inférieure à trois mois à partir de la date d'acquisition.

Notes et tableaux complémentaires

31 décembre 2001

1- STATUT

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal existant en vertu des lois de la Province de Québec et principalement de la charte de la Ville (1959-1960 chapitre 102 et ses modifications). Elle est dirigée par un conseil et un comité exécutif. La Ville est responsable des activités municipales à caractère local.

Le 1^{er} janvier 2002, en vertu de la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais*, adoptée le 20 décembre 2000 par le gouvernement du Québec, la Ville sera intégrée à la nouvelle Ville de Montréal. Cette municipalité regroupera la Communauté urbaine de Montréal et 28 municipalités et succédera aux droits, obligations et charges de la Ville de Montréal et des autres composantes.

2- ÉNONCÉ DES PRINCIPALES PRATIQUES ET CONVENTIONS COMPTABLES

a) États financiers

Selon la comptabilité en usage dans les municipalités, la Ville enregistre ses transactions dans différents fonds et états. Les fonds et les états sont établis pour administrer et contrôler les ressources acquises et les dettes contractées pour la réalisation d'activités compte tenu de certains règlements ou restrictions. Un fonds peut comprendre des éléments d'actif, de passif et d'avoir net, des revenus et des dépenses et avoir ses propres pratiques et conventions comptables.

La Ville cumule dans ses états financiers les transactions qui ont été comptabilisées dans les divers fonds et états. Les opérations et les soldes interfonds sont éliminés. Les sommes dont l'utilisation est assujettie à certains règlements ou restrictions sont présentées distinctement.

De plus, en vertu de sa charte, la Ville a constitué des sociétés paramunicipales. Celles-ci sont des sociétés sans but lucratif que la Ville contrôle soit en nommant les membres du conseil d'administration, soit en approuvant les budgets ou en contribuant à l'équilibre budgétaire de leurs opérations. Les états financiers des sociétés paramunicipales et de la filiale ne sont ni cumulés ni consolidés aux états financiers de la Ville.

Les états financiers cumulent les fonds et les états suivants :

i) Fonds et états municipaux

Fonds général

Le fonds général sert à enregistrer les transactions courantes de la Ville, ainsi que les comptes d'actif et de passif s'y rapportant.

Fonds de roulement

Le fonds de roulement sert à enregistrer les transactions concernant l'émission de bons ou billets du Trésor aux fins de financement temporaire pour un montant n'excédant pas 10 % des crédits prévus au budget de l'exercice courant.

Fonds d'amortissement

Le fonds d'amortissement sert à enregistrer les transactions relatives aux sommes accumulées en vue du remboursement d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursements annuels.

Fonds des dépenses en immobilisations

Le fonds des dépenses en immobilisations sert à enregistrer les dépenses en immobilisations et toutes autres transactions autorisées par règlements d'emprunt. Le financement temporaire des dépenses en immobilisations, si nécessaire, est assuré par des avances du fonds général, du fonds de roulement ou du fonds d'amortissement.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

2- ÉNONCÉ DES PRINCIPALES PRATIQUES ET CONVENTIONS COMPTABLES (suite)*État de l'actif à long terme*

À l'exception des immobilisations des fonds du Complexe environnemental de Saint-Michel, des conduits souterrains, du matériel roulant et des ateliers et des immeubles, l'état de l'actif à long terme sert à comptabiliser les éléments de l'actif immobilisé acquis par la Ville à même son fonds des dépenses en immobilisations, les biens immobiliers acquis lors de ventes pour défaut de paiement de taxes et les biens loués en vertu de contrats de location-acquisition. Les prêts et les avances à long terme aux sociétés paramunicipales et à la filiale et les créances à long terme, qui sont financés par règlements d'emprunt, sont aussi présentés à cet état.

État de la dette à long terme

L'état de la dette à long terme sert à comptabiliser les emprunts à long terme contractés par la Ville et à identifier le mode de remboursement de cette dette.

ii) Fonds d'entreprises municipales*Fonds du Complexe environnemental de Saint-Michel*

Le Fonds du Complexe environnemental de Saint-Michel sert à enregistrer les transactions liées à la réception et à l'enfouissement de déchets solides sur le site de l'ancienne carrière Miron.

Fonds des conduits souterrains

Le Fonds des conduits souterrains sert à enregistrer les transactions relatives à la construction, à l'entretien et à l'administration d'un système de conduits souterrains à l'intérieur des limites territoriales de la Ville. L'administration du réseau municipal de conduits souterrains a été déléguée à la Commission des services électriques qui fut créée par la Ville le 27 juin 1910 à la suite d'une loi spéciale du gouvernement du Québec. Les pouvoirs d'emprunt et de gestion des ressources financières n'ont pas été délégués à la Commission par la Ville.

La Ville fixe, d'année en année, le taux des redevances payables par les utilisateurs des conduits de manière à couvrir les coûts d'administration, d'entretien et de financement de ses conduits souterrains.

Fonds des équipements scientifiques

Le Fonds des équipements scientifiques sert à enregistrer les transactions relatives à l'exploitation du Jardin botanique, du Planétarium et du Biodôme. Depuis le 17 décembre 1998, la Ville gère ces équipements à titre de concessionnaire.

Fonds de gestion de la sécurité du revenu

Le Fonds de gestion de la sécurité du revenu sert à enregistrer les transactions relatives aux conventions intervenues entre, d'une part, la Ville et le ministère de la Solidarité sociale et, d'autre part, la Ville, le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-centre. Ces conventions concernent l'administration, par la Ville, de programmes en matière de sécurité du revenu, d'organisation des services publics d'emploi et de santé communautaire.

iii) Fonds de services internes*Fonds du matériel roulant et des ateliers*

Le Fonds du matériel roulant et des ateliers sert à enregistrer les transactions relatives à l'utilisation des véhicules et des petits outils par les services municipaux.

Fonds des immeubles

Le Fonds des immeubles sert à enregistrer les transactions relatives à l'utilisation d'immeubles et d'installations diverses par les services municipaux.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

2- ÉNONCÉ DES PRINCIPALES PRATIQUES ET CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**b) Méthode de comptabilité**

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les dépenses d'un exercice sont constatés lorsque les revenus sont gagnés et les dépenses effectuées sans considération du moment où les opérations sont réglées par un encaissement ou un décaissement.

Certaines transactions spécifiques se comptabilisent cependant selon la méthode de la comptabilité de caisse à l'état des activités financières : les revenus d'intérêts sur les placements du fonds d'amortissement et sur les créances à long terme détenus avant le 1^{er} janvier 2001, la dépense d'intérêts sur la dette à long terme émise à cette même date ainsi que les charges relatives au déficit actuariel des régimes de retraite et aux avantages sociaux futurs.

Les actifs relatifs aux intérêts courus à recevoir et les passifs reliés aux intérêts courus à payer et à l'obligation nette découlant des régimes de retraite et des avantages sociaux futurs sont présentés au bilan. La contrepartie de ces éléments est montrée aux postes de montant à pourvoir dans le futur.

c) Placements, avances et prêts

Les placements sont comptabilisés au coût et les avances et prêts à des sociétés paramunicipales et filiale sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette. L'escompte ou la prime relatif aux placements est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance. L'utilisation des sommes accumulées au compte «placements – fonds d'amortissement» est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursements annuels.

d) Stock

Les marchandises en stock sont comptabilisées au prix coûtant, établi selon la méthode du coût moyen.

e) Dépenses reportées

Les dépenses reportées sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période maximale de 5 ans.

f) Propriétés immobilières destinées à la revente

Les propriétés immobilières destinées à la revente sont comptabilisées au prix coûtant.

g) Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût d'origine, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. À l'exception du matériel roulant qui est amorti selon la méthode de l'amortissement dégressif à des taux variant de 10 % à 55 %, les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	
Aqueducs et égouts	20 et 40 ans
Conduits souterrains	40 ans
Trottoirs	40 ans
Rues	15 à 35 ans
Éclairage, signalisation	20 ans
Ponts, tunnels	20 et 36 ans
Parcs et terrains de jeux	20 ans
Décharge contrôlée de déchets solides	4 à 20 ans
Bâtiments	25 ans
Biens mobiliers	5 ans
Acquisitions diverses	20 ans
Bâtiments loués en vertu de contrats de location-acquisition	25 ans

L'amortissement est enregistré à l'état du coût des services municipaux.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

2- ÉNONCÉ DES PRINCIPALES PRATIQUES ET CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**h) Provision pour contestations de taxes**

La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières ou de valeurs locatives et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

i) Revenus reportés

Lors de la cession d'immobilisations, le produit de cession est comptabilisé aux revenus reportés jusqu'à concurrence du solde de la dette associée au règlement d'emprunt et aux activités financières pour l'excédent. Ces revenus reportés sont amortis linéairement sur la durée résiduelle du règlement d'emprunt. Les revenus reportés résultant d'une vente de concession sont amortis linéairement sur la durée de l'entente.

j) Subventions reportées

Les subventions relatives à l'achat des immobilisations sont présentées au bilan à titre de subventions reportées. Elles sont amorties au même rythme que les immobilisations auxquelles elles se rapportent.

k) Surplus affecté

Le surplus peut être affecté par la Ville à des fins diverses.

l) Fonds réservés

En vertu de sa charte, certaines sommes perçues par la Ville doivent être affectées à des comptes spéciaux du fonds général, intitulés fonds réservés à des fins de parcs et de terrains de jeux et à des fins d'unités de stationnement. Ces sommes ne peuvent être utilisées qu'aux fins spécifiques de ces comptes spéciaux.

m) Montant à pourvoir dans le futur – Autres

Le montant à pourvoir dans le futur – Autres est imputé aux activités financières selon les méthodes suivantes :

Revenus

Les revenus d'intérêts sur les placements du fonds d'amortissement et sur les créances à long terme sont constatés lors de leur encaissement.

Dépenses

Les congés de maladie accumulés des employés au service de la Ville en 1983 sont imputés aux dépenses au cours de la période se terminant, au plus tard, à la date de leur départ. Les vacances et congés mobiles sont amortis de façon linéaire sur une durée maximale de quinze ans. Les intérêts sur la dette à long terme et la perte sur change sont imputés aux dépenses lors du décaissement ou lors des versements au fonds d'amortissement.

n) Subventions

Les subventions versées au comptant sont enregistrées à l'état des activités financières. Les subventions pour couvrir les frais de financement sont présentées à titre de revenus lors de l'enregistrement des dépenses de financement correspondantes.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

2- ÉNONCÉ DES PRINCIPALES PRATIQUES ET CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**o) Coûts et obligations découlant des régimes de retraite et des avantages sociaux futurs**

Les coûts et obligations relatifs aux régimes de retraite et aux avantages sociaux futurs sont établis à partir d'évaluations actuarielles basées sur des hypothèses actuarielles de même que sur les hypothèses les plus probables de l'avis de l'administration municipale. Les éléments d'actif de ces régimes de retraite sont évalués à une valeur axée sur la valeur marchande moyenne établie sur une période de trois ans.

Les coûts des prestations découlant des régimes de retraite pour services courants sont déterminés selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec une projection des salaires. Selon cette méthode, la provision actuarielle correspond à la valeur des prestations constituées à l'égard du service crédité à la date de l'évaluation et les cotisations pour le service courant correspondent à la valeur des prestations se constituant dans l'année.

Les coûts découlant des modifications aux régimes de retraite et des ententes pour la liquidation des engagements des anciens règlements des régimes de retraite sont reconnus en fonction de l'estimation actuarielle des sommes devant être versées annuellement.

p) Coûts de fermeture et d'après-fermeture

La Ville assumera, pour une période estimée à 20 ans, les coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Ces coûts correspondent à la valeur actualisée des dépenses de recouvrement et de contrôle et d'entretien des systèmes de biogaz et des produits de lixiviation, déduction faite de la valeur actualisée des intérêts calculés sur les sommes imputées aux exercices précédents. Ces coûts estimatifs sont constatés en fonction de la capacité utilisée des décharges.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

q) Frais de financement

Les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts contractés sont imputés à l'état des activités financières au poste «frais de financement – Capital». Les revenus de placement du fonds d'amortissement sont appliqués en réduction du poste «frais de financement – Intérêts nets».

r) Transfert à l'état des activités d'investissement

Les revenus de l'exercice servant au financement des investissements sont présentés à titre de transfert à l'état des activités d'investissement.

s) Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de surplus et les fonds réservés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

t) Conversion des devises

Les revenus et dépenses résultant d'opérations conclues en devises sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur lors des opérations.

Les placements et les emprunts contractés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. La dette faisant l'objet d'une couverture contre les risques de change (swap) est convertie aux taux de change établis selon les conditions de la couverture.

Les remboursements d'emprunt et les versements au fonds d'amortissement relatifs à des emprunts libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains ou pertes résultant de l'écart entre le taux de conversion original et le taux de conversion à la date du remboursement ou du versement sont imputés aux revenus et dépenses.

La différence entre les gains et pertes résultant de la conversion des éléments monétaires au taux en vigueur à la date du bilan et les gains et pertes de change déjà imputés à l'état des activités financières est présentée à l'avoir des contribuables au poste «montant à pourvoir dans le futur – Autres».

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

2- ÉNONCÉ DES PRINCIPALES PRATIQUES ET CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**u) Présentation des dépenses de fonctionnement**

La fonction «administration générale» comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les dépenses sont notamment reliées au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel.

La fonction «sécurité publique» comprend des activités reliées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les dépenses relatives à la surveillance, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile.

La fonction «transport» comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises.

La fonction «hygiène du milieu» comprend les dépenses relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des déchets et à la protection de l'environnement.

La fonction «santé et bien-être» comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes.

La fonction «aménagement, urbanisme et développement» comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les dépenses reliées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville.

La fonction «loisirs et culture» comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture.

La fonction «frais de financement – Intérêts nets» regroupe les intérêts et autres frais relatifs au financement des activités municipales. Les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement sont présentés à la section des autres activités financières.

La fonction «contribution au fonds spécial de financement des activités locales» représente le coût de transfert imposé par le gouvernement du Québec.

v) Données budgétaires

Les données budgétaires relatives aux activités financières cumulent les prévisions adoptées par le conseil municipal en décembre 2000 ainsi que les autorisations de dépenses à même les surplus du bilan au 31 décembre 2000. Les données budgétaires relatives aux activités d'investissement sont tirées du programme triennal d'immobilisations déposé au comité exécutif en octobre 2000.

w) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

3- PLACEMENTS

(en milliers de dollars)

	2001			2000
	Fonds d'amortissement	Autres fonds	Total	Total
Dépôts à terme et autres titres	152 106	291 526	443 632	364 160
Obligations	713 883	26 552	740 435	784 185
Déventures	13 000	20 000	33 000	20 000
Actions (1)				13 000
	878 989	338 078	1 217 067	1 181 345
Moins : fraction à moins d'un an	254 918	300 440	555 358	464 605
	624 071	37 638	661 709	716 740

(1) incluant les actions de la Société de gestion Marie-Victorin pour un coût de 1 \$.

(2) valeur à la cote 1 257 990 (1 208 125 en 2000).

Le coût des obligations de la Ville détenues comme placement du fonds d'amortissement s'élève à 70,2 M\$ (91,5 M\$ en 2000). Les revenus des placements du fonds d'amortissement de 56,5 M\$ (54,6 M\$ en 2000) sont appliqués en réduction de la dépense d'intérêts. Les autres revenus de placements de 23,5 M\$ (23,5 M\$ en 2000) sont présentés au poste «autres revenus de sources locales».

Les placements en devises, convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, s'élèvent à 9,1 M\$ (4,2 M\$ en 2000). Le gain de change relatif à ces placements s'élève à 0,6 M\$ (0,1 M\$ en 2000).

À l'exception des actions, les échéances des placements détenus par la Ville s'établissent comme suit :

	2002	2003	2004	2005	2006	Plus de 5 ans	Total
Dépôts à terme et autres titres	437 636	5 996					443 632
Obligations	117 722	191 561	125 331	64 623	56 869	184 329	740 435
Déventures						33 000	33 000
	555 358	197 557	125 331	64 623	56 869	217 329	1 217 067
Taux d'intérêt nominal moyen	3,66 %	7,36 %	6,99 %	8,57 %	7,14 %		

4- DÉBITEURS

(en milliers de dollars)

	2001	2000
Taxes	54 356	62 748
Paiements tenant lieu de taxes	27 340	15 133
Services rendus et autres recettes	162 320	99 993
	244 016	177 874

Une provision pour créances douteuses de 52,7 M\$ (59,9 M\$ en 2000) a été déduite des débiteurs.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

5- SOCIÉTÉS PARAMUNICIPALES ET FILIALE

Les sociétés paramunicipales regroupent les sociétés sans but lucratif constituées conformément à la charte de la Ville. Bien que l'Office municipal d'habitation de Montréal ait été créé en vertu de la *Loi de la Société d'habitation du Québec*, la Ville la considère au même titre que ses sociétés paramunicipales.

La nature des activités de chacune des sociétés en exploitation se résume ainsi :

Institut de recherche en biologie végétale de Montréal (IRBV)

Promouvoir et exécuter des projets de recherche en biologie végétale et en horticulture. Promouvoir le développement de l'expertise de chercheurs hautement qualifiés et favoriser la divulgation et l'exploitation des connaissances dans ces domaines.

Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM)

Loger sur le territoire de la Ville les personnes à faible revenu dans les immeubles d'habitation qu'elle construit et administre ou dans des logements appartenant à des tiers.

Société de développement de Montréal (SDM)

Acquérir, rénover, restaurer, construire, démolir, aménager, vendre, louer ou administrer des immeubles résidentiels, industriels, commerciaux et culturels situés sur le territoire de la Ville et, à la demande de la Ville, administrer des programmes de subventions relatifs à ces immeubles. De plus, elle peut sauvegarder, restaurer, rénover et réhabiliter des bâtiments d'intérêt historique ou architectural et assurer la réalisation de toute entente conclue entre le gouvernement du Québec et la Ville relativement à la mise en valeur de l'arrondissement historique du Vieux-Montréal.

Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM)

Acquérir, rénover, restaurer, construire, démolir, vendre, louer ou administrer des immeubles sur le territoire de la Ville.

Société du parc des Îles (SPI)

Exploiter sur les îles Sainte-Hélène et Notre-Dame à Montréal des activités à caractère récréatif, culturel et touristique.

Société de gestion Marie-Victorin (SGMV)

Créée en vertu de la Loi concernant certains équipements de la Ville de Montréal (Loi 447), cette filiale exploite certains équipements scientifiques acquis de la Ville. En vertu d'une entente, la Ville gère ces équipements à titre de concessionnaire pour une période se terminant au plus tard en 2003.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

5- SOCIÉTÉS PARAMUNICIPALES ET FILIALE (suite)**a) Avances et prêts à long terme**
(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
OMHM	7 332 (1)	7 332
SGMV	69 940 (2)	67 800
SPI		7 500
	<u>77 272</u>	<u>82 632</u>

(1) Prêt sans intérêt, échéant de 2020 à 2033.

(2) Prêt sans intérêt, échéant au plus tard en 2003.

b) Contributions et subventions
(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
IRBV	50	50
OMHM	485	8 574
SDM	7 803	47 500
SHDM	4 761	3 662
SPI	7 119	7 043
SGMV	20	70
	<u>20 238</u>	<u>66 899</u>

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

6- CRÉANCES À LONG TERME

(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Gouvernement du Québec		
Programme tripartite de réfection des infrastructures urbaines	45 754	53 701
Ministère de la Culture et des Communications	17 755	19 915
Quartier international de Montréal	20 471	12 875
Ministère de l'Environnement	6 171	6 266
Communauté urbaine de Montréal	31 491	38 133
Autres	751	697
	<u>122 393</u>	<u>131 587</u>
Moins : tranche exigible à court terme	<u>18 860</u>	<u>17 373</u>
	<u><u>103 533</u></u>	<u><u>114 214</u></u>

7- IMMOBILISATIONS

(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>			<u>2000</u>
	Coûts	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Infrastructures				
Aqueducs	617 186	401 795	215 391	220 546
Égouts	501 645	202 016	299 629	301 342
Conduits souterrains	572 914	206 780	366 134	364 947
Trottoirs	326 195	94 681	231 514	220 019
Rues	650 042	295 858	354 184	346 757
Éclairage, signalisation	128 490	57 024	71 466	72 003
Ponts, tunnels	257 890	89 045	168 845	153 394
Parcs et terrains de jeux	300 975	128 947	172 028	154 778
Décharge contrôlée de déchets solides	43 192	23 549	19 643	21 968
	<u>3 398 529</u>	<u>1 499 695</u>	<u>1 898 834</u>	<u>1 855 754</u>
Bâtiments	825 552	439 647	385 905	373 311
Matériel roulant	178 778	124 857	53 921	49 276
Biens mobiliers	53 763	33 687	20 076	20 022
Acquisitions diverses	103 615	86 016	17 599	22 829
Bâtiments loués en vertu de contrats de location-acquisition	5 815	1 431	4 384	4 617
	<u>4 566 052</u>	<u>2 185 333</u>	<u>2 380 719</u>	<u>2 325 809</u>
Bâtiments en cours de réalisation				3 849
	<u><u>4 566 052</u></u>	<u><u>2 185 333</u></u>	<u><u>2 380 719</u></u>	<u><u>2 329 658</u></u>
Subventions reportées	<u>450 190</u>	<u>135 482</u>	<u>314 708</u>	<u>319 717</u>

8- MARGE DE CRÉDIT

La Ville dispose de facilités de crédit à demande auprès de différentes institutions bancaires totalisant un maximum de 135 M\$. En vertu de ces ententes, les montants peuvent être prélevés en dollars canadiens ou américains à des taux variables fondés sur le taux préférentiel canadien, le taux de base américain, le LIBOR ou le taux des acceptations bancaires.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

9- CRÉDITEURS, PROVISIONS ET CHARGES À PAYER

(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Créditeurs et charges à payer	401 569	384 570
Provision – Contestations de taxes	33 126	28 063
Provision – Coûts de fermeture et d'après-fermeture	26 307	20 319
Provision – Société paramunicipale	6 125	1 035
Créditeur – Société paramunicipale	<u>37 200</u>	<u>37 200</u>
	<u>467 127</u>	<u>471 187</u>

10- DETTE À LONG TERME

(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Dettes obligataires brutes (tableau 4)		
À la charge des contribuables		
Une partie de la municipalité	342 275	354 387
Ensemble de la municipalité	1 366 565	1 345 836
Pourvue au fonds d'amortissement et au fonds général	904 193	839 846
À recouvrer de tiers	<u>121 642</u>	<u>130 890</u>
	2 734 675	2 670 959
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition à des taux variant de 6,71 % à 7,15 %	<u>4 806</u>	<u>5 001</u>
	2 739 481	2 675 960
Moins : versements exigibles à court terme	<u>248 503</u>	<u>157 889</u>
	<u>2 490 978</u>	<u>2 518 071</u>

La Ville utilise des instruments financiers dérivés pour gérer les risques de change et de taux d'intérêt relatifs à sa dette à long terme. Essentiellement, il s'agit de contrats d'échange de devises et de taux d'intérêt (swaps) qui réduisent le risque de change associé aux remboursements du principal et des intérêts de la dette. Ces swaps, décrits plus amplement au tableau 4, sont utilisés pour des emprunts totalisant 1 308 M\$ (1 099,1 M\$ en 2000).

En considérant ces swaps, tous les emprunts de la Ville portent intérêt à taux fixe. Au 31 décembre 2001, les emprunts contractés en devises ne faisant pas l'objet d'une couverture s'élèvent à 32 M\$ (33,6 M\$ en 2000) et la perte sur change relative à ceux-ci se chiffre à 10,4 M\$ (9,5 M\$ en 2000). À cet effet, une provision de 3,5 M\$ (1,5 M\$ en 2000) est enregistrée au fonds d'amortissement.

Les versements estimatifs sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

	<u>Dettes obligataires</u>	<u>Obligations – Contrats de location-acquisition</u>	<u>Total</u>
2002	248 294	209	248 503
2003	274 251	223	274 474
2004	210 422	239	210 661
2005	150 648	256	150 904
2006	31 402	274	31 676
2007-2017	<u>1 819 658</u>	<u>3 605</u>	<u>1 823 263</u>
	<u>2 734 675</u>	<u>4 806</u>	<u>2 739 481</u>

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

11- RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les employés de la Ville doivent participer à des régimes de retraite contributifs à prestations déterminées en vertu desquels ils recevront une pension établie selon la durée de service et le salaire.

Des évaluations actuarielles des régimes de retraite ont été réalisées en date du 31 décembre 2000 pour les régimes autres que celui des juges de la cour municipale, ce dernier ayant fait l'objet d'une évaluation en date du 31 décembre 2001. Les rapports relatifs à ces évaluations actuarielles seront déposés à la Régie des rentes du Québec d'ici le 30 juin 2002 tel que convenu entre cette dernière et l'actuaire de ces régimes.

Avantages sociaux futurs

Outre les régimes de retraite à prestations déterminées, la Ville offre à ses employés certains avantages complémentaires de retraite, reliés à l'assurance vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires. L'obligation relative à ces avantages, déterminée selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service, est basée sur les hypothèses actuarielles de même que sur les hypothèses les plus probables de l'avis de l'administration municipale.

De plus, certains avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis aux employés. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ.

Obligation nette

Le tableau suivant présente l'obligation nette liée aux régimes de retraite et aux avantages sociaux futurs qui est constituée de la différence entre la valeur actuarielle de l'actif et celle des prestations constituées :

(en millions de dollars)	2001		2000	
	Valeur actuarielle de l'actif	Valeur actuarielle des prestations constituées	Obligation nette	Obligation nette
Régimes de retraite				
Cadres ^{(1) (2)}	285.0	578.8	(293.8)	(268.0)
Contremaîtres ⁽¹⁾	8.5	155.3	(146.8)	(136.8)
Fonctionnaires ⁽¹⁾	598.4	1,188.0	(589.6)	(516.3)
Employés manuels ⁽¹⁾	946.3	1,093.2	(146.9)	(89.1)
Pompiers	388.2	785.3	(397.1)	(366.1)
Professionnels ⁽¹⁾	110.7	229.3	(118.6)	(108.9)
Juges de la cour municipale	1.7	12.6	(10.9)	(9.0)
Commission des services électriques ⁽³⁾	36.7	35.5	1.2	2.1
Policiers au service de la Ville avant 1972	172.0	235.6	(63.6)	(68.6)
	<u>2,547.5</u>	<u>4,313.6</u>	<u>(1,766.1)</u>	<u>(1,560.7)</u>
Avantages sociaux futurs		27.1	(27.1)	
	<u>2,547.5</u>	<u>4,340.7</u>	<u>(1,793.2)</u>	<u>(1,560.7)</u>

(1) Incluant le régime des prestations surcomplémentaires de retraite.

(2) Incluant le programme de prestations supplémentaires pour les cadres de direction.

(3) Incluant le Fonds spécial de retraite anticipée.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

11- RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES SOCIAUX (suite)

Afin de pourvoir à la liquidation de ses obligations reliées aux régimes de retraite, la Ville s'est engagée à effectuer des versements spéciaux dont les échéances s'échelonnent jusqu'au 31 décembre 2045. La valeur actualisée de ces versements représente 1 742,7 M\$ au 31 décembre 2001. Les versements annuels s'établissent à 62,7 M\$ pour les exercices 2002 et 2003 et à 91 M\$, 95,8 M\$ et 100,9 M\$ pour les exercices 2004, 2005 et 2006.

La Ville a imputé aux activités financières de l'exercice un montant de 119,2 M\$ (111,9 M\$ en 2000) concernant les cotisations pour le service courant et pour les versements spéciaux liés aux régimes de retraite. Les prochaines évaluations actuarielles de ces régimes porteront sur les données établies au 31 décembre 2003, à l'exception de celle du régime des juges de la cour municipale prévue pour le 31 décembre 2004.

12- SURPLUS AFFECTÉ

(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Imprévus	25 593	26 793
Budget de l'exercice subséquent		31 850
Dépenses futures de fonctionnement	8 938	30 151
Sociétés paramunicipales	2 690	2 690
Charges sociales	3 773	4 212
Stabilisation des taux de redevances	4 353	3 126
Dépenses futures d'immobilisations	153	292
Partenariat	56	56
Investissements	230	230
	<u>45 786</u>	<u>99 400</u>

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

13- INVESTISSEMENT NET DANS LES ÉLÉMENTS D'ACTIF À LONG TERME

(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
ACTIF		
Immobilisations	2 380 719	2 329 658
Placements – Fonds d'amortissement	878 989	815 509
Propriétés immobilières destinées à la revente	151 198	153 712
Créances à long terme	122 393	131 587
Prêts à des sociétés paramunicipales et filiale	<u>77 272</u>	<u>75 132</u>
	<u>3 610 571</u>	<u>3 505 598</u>
PASSIF ET AVOIR DES CONTRIBUABLES		
Dette à long terme	(2 739 481)	(2 675 960)
Montant à pourvoir – Perte sur change	6 302	7 862
Subventions reportées	(314 708)	(319 717)
Excédent (déficit) des activités d'investissement	12 051	(4 524)
Créditeurs	<u>(2 619)</u>	<u>(2 695)</u>
	<u>(3 038 455)</u>	<u>(2 995 034)</u>
	<u>572 116</u>	<u>510 564</u>

14- MONTANT À POURVOIR DANS LE FUTUR – AUTRES

(en milliers de dollars)

	<u>Solde au 31 décembre 2000</u>	<u>Activités financières</u>	<u>Variation</u>	<u>Solde au 31 décembre 2001</u>
Revenus				
Intérêts				
Placements du fonds d'amortissement	12 904		(891)	12 013
Créances à long terme	<u>4 506</u>		<u>(1 417)</u>	<u>3 089</u>
	<u>17 410</u>		<u>(2 308)</u>	<u>15 102</u>
Dépenses				
Congés de maladie	(18 728)	18 728		
Vacances et congés mobiles	(46 690)	46 690		
Intérêts – Dette à long terme	(98 674)		9 902	(88 772)
Perte sur change	<u>(7 862)</u>		<u>1 560</u>	<u>(6 302)</u>
	<u>(171 954)</u>	<u>65 418</u>	<u>11 462</u>	<u>(95 074)</u>
	<u>(154 544)</u>	<u>65 418</u>	<u>9 154</u>	<u>(79 972)</u>

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

15- FRAIS DE FINANCEMENT

(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Intérêts	218 094	210 782
Revenus des placements du fonds d'amortissement	<u>(56 509)</u>	<u>(54 617)</u>
Intérêts nets	161 585	156 165
Capital	<u>205 695</u>	<u>209 887</u>
	<u>367 280</u>	<u>366 052</u>

16- TRANSFERT À L'ÉTAT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

(en milliers de dollars)

Certaines dépenses en immobilisations ont été financées à même des revenus. Ces revenus se répartissent de la façon suivante :

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Transferts	14 392	10 420
Contribution des promoteurs	1 736	2 037
Autres	<u>25 720</u>	<u>13 830</u>
	<u>41 848</u>	<u>26 287</u>

17- DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>			<u>2000</u>	
	<u>Immobilisations</u>	Propriétés immobilières destinées à la vente	Créances et prêts à long terme	<u>Total</u>	<u>Total</u>
Administration générale	13 364	253		13 617	8 634
Sécurité publique	3 808			3 808	4 554
Transport	109 712			109 712	102 600
Hygiène du milieu	29 287		364	29 651	31 384
Santé et bien-être	6			6	3
Aménagement, urbanisme et développement	18 526	4 416	8 240	31 182	17 834
Loisirs et culture	45 008		2 140	47 148	38 777
	<u>219 711</u>	<u>4 669</u>	<u>10 744</u>	<u>235 124</u>	<u>203 786</u>

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

18- VARIATION NETTE DES AUTRES ÉLÉMENTS À COURT TERME

(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Débiteurs (1)	(68 450)	14 669
Stock	530	(159)
Créditeurs, provisions et charges à payer (1)	<u>5 841</u>	<u>21 530</u>
	<u>(62 079)</u>	<u>36 040</u>

(1) Ces montants excluent la variation des intérêts courus à recevoir sur les placements du fonds d'amortissement et les créances à long terme ainsi que la variation des intérêts courus à payer sur la dette à long terme émise avant le 1^{er} janvier 2001.

19- ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS**a) Contrats de location**

En vertu de contrats de location de propriétés, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 177,5 M\$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007-2067</u>	<u>Total</u>
28,7 M\$	26,8 M\$	24,8 M\$	13,8 M\$	11,0 M\$	72,4 M\$	177,5 M\$

b) Stationnement tarifé

En 1995, la Ville a confié l'exclusivité de ses activités relatives au stationnement tarifé en autoparc et sur rue à un organisme privé en vertu d'une entente échéant le 31 décembre 2024 et renouvelable pour une période additionnelle minimale de dix ans. À l'expiration de cette entente, la Ville s'est engagée à acheter de l'organisme les immobilisations ayant trait au stationnement tarifé. Au 31 décembre 2001, la valeur comptable nette de ces immobilisations a été estimée à 9,7 M\$. De plus, la Ville s'est portée garante d'un emprunt dont le solde s'élève à 30,7 M\$.

c) Réclamations et assurances

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 1 705 M\$ au 28 février 2002. Elles comprennent notamment une poursuite, pouvant atteindre 1 600 M\$, relative à la présence d'herbe à poux en fleurs sur les terrains détenus par la Ville. Les avocats de la Ville considèrent que le règlement de ces réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

La Ville ne contracte aucune assurance contre les risques. Par contre, en vertu de sa charte, la Ville doit prévoir à son budget une somme égale à 1 % de son revenu probable afin de pourvoir aux dépenses contingentes.

d) Environnement

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans ce domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

19- ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)**e) Dette indirecte**

En plus des obligations que la Ville a contractées en son propre nom ou qu'elle a assumées par suite de l'annexion de territoires, la Ville est conjointement et solidairement responsable avec les autres municipalités de la Communauté urbaine de Montréal des dettes de ladite Communauté et de celles de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal qui ne seront pas remboursées par le gouvernement du Québec, soit respectivement 1 016,7 M\$ et 256,9 M\$. La dette indirecte comprend également la part de la Ville de la dette de sociétés paramunicipales. La part de la Ville de la dette nette et des dépenses à financer à long terme d'autres organismes au 31 décembre 2001 se résume comme suit :

(en milliers de dollars)

Communauté urbaine de Montréal	297 732
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal	98 034
Sociétés paramunicipales (1)	368 898
	<u>764 664</u>

(1) La Ville s'est portée garante, sans réserve, d'emprunts contractés par des sociétés paramunicipales dont le solde s'élève à 179,1 M\$ au 31 décembre 2001. La Ville prendra aussi fait et cause dans toute poursuite découlant de l'exécution du mandat de la SPI.

20- PARTICIPATION À LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL (C.U.M.)

La Ville fait partie de la C.U.M., organisme gouvernemental régional qui regroupe 28 municipalités et qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La C.U.M. a été créée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1970. Les dépenses de la C.U.M. et celles de la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal, un organisme distinct qui détient ses biens à titre de mandataire de la C.U.M., après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune.

La Ville est responsable d'environ 55 % des dépenses de la C.U.M. qui sont réparties entre les municipalités participantes. La Ville comptabilise sa contribution de la façon suivante :

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
	(en milliers de dollars)	
Dépenses par fonction		
Administration générale	24 880	24 782
Sécurité publique	212 335	207 886
Transport	161 632	159 627
Hygiène du milieu	42 441	42 341
Santé et bien-être	58	29
Urbanisme et mise en valeur du territoire	1 752	2 132
Loisirs et culture	15 160	15 038
	<u>458 258</u>	<u>451 835</u>

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

21- PARTICIPATION À LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL (C.M.M.)

La Ville fait partie de la C.M.M., organisme régional constitué en vertu d'une loi sanctionnée le 16 juin 2000 par l'Assemblée nationale du Québec. Cet organisme assure, sur l'ensemble du territoire de l'agglomération montréalaise, la cohérence des interventions municipales en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement des eaux. De plus, la C.M.M. possède la compétence que lui confère la loi dans plusieurs domaines incluant : l'aménagement du territoire, le développement économique, le logement social, les équipements à caractère métropolitain, le transport en commun et la gestion des matières résiduelles.

Au cours de l'exercice, la Ville a versé à la C.M.M. une contribution de 6,8 M\$. La participation de la C.M.M. aux coûts d'exploitation de certains équipements métropolitains assumés par la Ville s'est élevée à 22,6 M\$.

22- CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres des états financiers de 2000 ont été redressés pour les rendre conformes à la nouvelle présentation des états financiers de 2001.

23- OPINION DES VÉRIFICATEURS

L'opinion des vérificateurs ne porte ni sur les renseignements supplémentaires, ni sur l'information complémentaire et statistiques.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

TABLEAU 1 – DÉTAIL DU BILAN

(en milliers de dollars)

	Fonds et états municipaux					
	Fonds général	Fonds de roulement (1)	Fonds d'amor- tissement	Fonds des dépenses en immobi- lisations	État de l'actif à long terme	État de la dette à long terme
ACTIF						
À court terme						
Encaisse et placements	302 960					
Placements – Fonds d'amortissement			254 918			
Avances à d'autres fonds	458			58 413		
Débiteurs	224 859			14 831		
Stock	8 693					
Tranche exigible des créances à long terme					18 860	
Dépenses reportées	616					
	<u>537 586</u>		<u>254 918</u>	<u>73 244</u>	<u>18 860</u>	
Placements	37 638					
Placements – Fonds d'amortissement			624 071			
Propriétés immobilières destinées à la revente					151 198	
Avances et prêts à des sociétés paramunicipales et filiale					7 332	
Créances à long terme					103 533	
Immobilisations					1 629 895	
	<u>575 224</u>		<u>878 989</u>	<u>73 244</u>	<u>1 910 818</u>	
PASSIF						
À court terme						
Créditeurs, provisions et charges à payer	392 523			61 193		
Avances de divers fonds	80 111					
Revenus reportés	82 954					
Versements exigibles sur la dette à long terme						248 503
	<u>555 588</u>			<u>61 193</u>		<u>248 503</u>
Subventions reportées					314 708	
Dette à long terme						2 490 978
Obligation nette – Régimes de retraite et avantages sociaux futurs	1 793 171					
	<u>2 348 759</u>			<u>61 193</u>	<u>314 708</u>	<u>2 739 481</u>
AVOIR DES CONTRIBUABLES						
Surplus non affecté	46 881					
Surplus affecté	41 261					
Fonds réservés	5 164					
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	6 302		878 989		1 596 110	(2 739 481)
Excédent des activités d'investissement				12 051		
	<u>99 608</u>		<u>878 989</u>	<u>12 051</u>	<u>1 596 110</u>	<u>(2 739 481)</u>
Montant à pourvoir dans le futur – Régimes de retraite et avantages sociaux futurs	(1 793 171)					
Montant à pourvoir dans le futur – Autres	(79 972)					
	<u>(1 873 143)</u>					
	<u>575 224</u>		<u>878 989</u>	<u>73 244</u>	<u>1 910 818</u>	

(1) Les soldes des comptes de bilan sont nuls à la fin de l'exercice financier 2001.

(2) La dette de ces fonds est incluse à l'état de la dette à long terme.

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

Fonds d'entreprises municipales				Fonds de services internes			Ajustements et éliminations	Total cumulé
Fonds du Complexe environnemental de Saint-Michel (2)	Fonds des conduits souterrains (2)	Fonds des équipements scientifiques (2)	Fonds de gestion de la sécurité du revenu	Fonds du matériel roulant et des ateliers (2)	Fonds des immeubles (2)			
2	9						302 971	
	5 731	299	10 564	477	4 627	(80 569)	254 918	
1 007	1 700	409	51	167	992		244 016	
680	135	839					10 347	
	153		3 303				18 860	
							4 072	
1 689	7 728	1 547	13 918	644	5 619	(80 569)	835 184	
							37 638	
							624 071	
		69 940					151 198	
							77 272	
19 643	315 509			53 864	361 808		103 533	
21 332	323 237	71 487	13 918	54 508	367 427	(80 569)	2 380 719	
							4 209 615	
434	2 407	1 545	264	558	8 203		467 127	
458						(80 569)		
767		2	10 728				94 451	
486	7 219	2 940		8 241	25 876	(44 762)	248 503	
2 145	9 626	4 487	10 992	8 799	34 079	(125 331)	810 081	
							314 708	
6 454	236 814	26 970		30 568	243 489	(544 295)	2 490 978	
							1 793 171	
8 599	246 440	31 457	10 992	39 367	277 568	(669 626)	5 408 938	
31	815		2 926	85	16		50 754	
	4 506				19		45 786	
							5 164	
12 702	71 476	40 030		15 056	89 824	601 108	572 116	
						(12 051)		
12 733	76 797	40 030	2 926	15 141	89 859	589 057	673 820	
							(1 793 171)	
							(79 972)	
							(1 873 143)	
21 332	323 237	71 487	13 918	54 508	367 427	(80 569)	4 209 615	

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

TABLEAU 2 – DÉTAIL DE L'ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

(en milliers de dollars)

	Fonds municipaux		
	Fonds général	Fonds de roulement	Fonds d'amortissement
Revenus			
Taxes	1 377 707		
Paievements tenant lieu de taxes	170 740		
Autres revenus de sources locales	282 728		56 509
Transferts	163 957		
Revenus de l'exercice versés au fonds général			(56 509)
	<u>1 995 132</u>		
Dépenses de fonctionnement			
Administration générale	252 004		
Sécurité publique	431 505		
Transport	366 943		
Hygiène du milieu	186 895		
Santé et bien-être	1 779		
Aménagement, urbanisme et développement	118 788		
Loisirs et culture	282 104		
Soutien matériel et technique	2 177		
Frais de financement – Intérêts nets	110 825		
	<u>1 753 020</u>		
Autres activités financières			
Frais de financement – Capital	146 126		
Transfert à l'état des activités d'investissement	41 848		
	<u>187 974</u>		
Total des dépenses de fonctionnement et autres activités financières	<u>1 940 994</u>		
Excédent (déficit) des activités financières avant affectations	<u>54 138</u>		
Affectations			
Fonds général			
Fonds du Complexe environnemental de Saint-Michel	(11 672)		
Fonds des conduits souterrains	6 369		
Fonds des équipements scientifiques	(40 755)		
Fonds de gestion de la sécurité du revenu	(6 147)		
Fonds du matériel roulant et des ateliers	(3 616)		
Fonds des immeubles	(7 091)		
Surplus non affecté	231		
Surplus affecté	51 882		
Fonds réservés	(1 023)		
	<u>(11 822)</u>		
Excédent avant financement à long terme	<u>42 316</u>		
Financement à long terme des dépenses de fonctionnement			
Excédent net	<u><u>42 316</u></u>		

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

Fonds d'entreprises municipales				Fonds de services internes		Ajustements et éliminations	Total cumulé
Fonds du Complexe environnemental de Saint-Michel	Fonds des conduits souterrains	Fonds des équipements scientifiques	Fonds de gestion de la sécurité du revenu	Fonds du matériel roulant et des ateliers	Fonds des immeubles		
							1 377 707
			10	58 137	134 597	(259 899)	170 740
15 464	58 682	13 987	71 457			(9 818)	360 215
		190				56 509	225 786
<u>15 464</u>	<u>58 682</u>	<u>14 177</u>	<u>71 467</u>	<u>58 137</u>	<u>134 597</u>	<u>(213 208)</u>	<u>2 134 448</u>
1 666	692	6 497	1 287	8 676		(2 506)	268 316
						(4 897)	426 608
20 675			76 327			(18 205)	348 738
	4 392					(12 038)	195 532
		43 365				(1 379)	76 727
				42 177	98 725	(1 846)	121 334
795	24 758	2 391		2 639	20 177	(29 258)	296 211
<u>23 136</u>	<u>29 842</u>	<u>52 253</u>	<u>77 614</u>	<u>53 492</u>	<u>118 902</u>	<u>(213 208)</u>	<u>1 895 051</u>
4 000	21 125	2 679		8 261	23 504		205 695
							41 848
<u>4 000</u>	<u>21 125</u>	<u>2 679</u>		<u>8 261</u>	<u>23 504</u>		<u>247 543</u>
27 136	50 967	54 932	77 614	61 753	142 406	(213 208)	2 142 594
(11 672)	7 715	(40 755)	(6 147)	(3 616)	(7 809)		(8 146)
11 672	(6 369)	40 755	6 147	3 616	7 091	(62 912)	
						11 672	
						(6 369)	
						40 755	
						6 147	
						3 616	
						7 091	
	745				718		231
							53 345
<u>11 672</u>	<u>(5 624)</u>	<u>40 755</u>	<u>6 147</u>	<u>3 616</u>	<u>7 809</u>		<u>(1 023)</u>
	2 091						44 407
	<u>2 091</u>						<u>44 407</u>

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

TABLEAU 3 – DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR OBJET

(en milliers de dollars)

	2001		2000
	Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	551 214	635 129	562 954
Avantages accessoires	208 127	195 940	186 282
Transport et communication	17 214	17 009	17 943
Services professionnels, administratifs et autres	92 591	93 988	87 836
Location et entretien	62 369	59 572	59 615
Biens non durables	109 568	111 700	101 971
Frais de financement – Intérêts nets	164 462	161 585	156 165
Contribution au fonds spécial de financement des activités locales			35 920
Contributions à la Communauté urbaine de Montréal	458 817	458 258	451 835
Contributions à la Communauté métropolitaine de Montréal	5 999	6 793	
Mobilier, équipement et travaux non capitalisés		3	12 006
Créances douteuses	15 132	5 001	11 815
Subventions à la restauration	59 697	43 921	33 288
Contributions et subventions à des sociétés paramunicipales	22 792	20 238	66 899
Contributions à l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de la Communauté urbaine de Montréal	10 431	7 191	11 005
Contestations de taxes		1 200	(8 782)
Dépenses contingentes	23 606	15 428	30 147
Subventions diverses	35 068	43 145	34 945
Rentes et annuités	1 800	9 970	3 116
Autres	7 439	8 980	19 237
	1 846 326	1 895 051	1 874 197

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

TABLEAU 4 – DETTE À LONG TERME (en milliers)

Émission		Solde en cours					Références
Date	Valeur nominale	Taux d'intérêt	Échéances	2001		2000	
				En devises étrangères	En dollars canadiens	En dollars canadiens	
A) OBLIGATIONS ET BILLETS							
En dollars canadiens							
Diverses	2 414	7,0 à 11,0	2002 à 2005		753	921	(a) (1)(4)
01-03-1964	30 500	5,75	2004		5 273	6 843	E(2)(3)
01-11-1965	19 000	6,0	2005		2 500	3 125	C(2)(3)
01-03-1966	21 825	5,375	2002 à 2006		5 733	6 710	(b) (2)(4)
01-09-1977	4 581	10,75	2002		491	934	(c) (1)(4)
01-02-1978	5 115	10,0	2002 à 2003		993	1 422	(c) (1)(4)
29-05-1981	3 303	9,625	2002 à 2005		1 144	1 369	(c) (1)(4)
12-08-1983	2 511	9,625	2002 à 2008		1 338	1 467	(c) (1)(4)
27-01-1987	25 000	9,7	2007		25 000	25 000	(1)(5)
21-12-1989	43 000	10,25	2009		43 000	43 000	(1)(5)
20-09-1990	35 000	11,5	2010		35 000	35 000	(1)(5)
13-12-1990	66 000	12,0	2010		66 000	66 000	(1)(5)
02-10-1991	65 000	10,5	2001			65 000	D(1)(5)
02-10-1991	65 000	10,75	2011		65 000	65 000	D(1)(5)
25-02-1993	100 000	9,2	2005		100 000	100 000	D(1)(5)(6)
17-03-1993	125 000	9,0	2003		125 000	125 000	D(1)(2)(5)
15-02-1994	125 000	6,375	2001			125 000	D(1)(5)
04-05-1994	100 000	9,03	2004		100 000	100 000	D(1)(5)(6)
20-06-1995	75 000	8,83	2005		75 000	75 000	D(1)(5)
26-02-1996	50 000	7,1	2003		50 000	50 000	D(1)(5)
13-03-1997	100 000	6,698	2007		100 000	100 000	DG(1)(5)
15-09-1997	60 000	6,22	2017		60 000	60 000	A(1)(5)
08-09-1998	6 000	5,25	2001			6 000	A(4)
08-09-1998	6 000	5,35	2002		6 000	6 000	A(4)
08-09-1998	6 000	5,5	2003		6 000	6 000	A(4)
08-09-1998	20 000	5,65	2004		20 000	20 000	A(4)
15-09-1998	150 000	6,236	2008		150 000	150 000	D(1)(2)(5)
18-02-1999	8 000	5,0	2001			8 000	D(1)(4)
18-02-1999	8 000	4,75	2002		8 000	8 000	D(1)(4)
18-02-1999	8 000	4,85	2003		8 000	8 000	D(1)(4)
18-02-1999	4 650	4,9	2004		4 650	4 650	D(1)(4)
18-02-1999	19 850	5,0	2005		19 850	19 850	D(1)(4)
28-10-1999	24 200	5,9	2002		24 200	24 200	D(1)(4)(5)
28-10-1999	15 800	6,15	2005		15 800	15 800	D(1)(4)(5)
28-10-1999	10 000	6,4	2009		10 000	10 000	D(1)(4)(5)
07-01-2000	29 000	5,9	2003		29 000	29 000	D(1)(4)(5)
07-01-2000	11 000	6,1	2005		11 000	11 000	D(1)(4)(5)
07-01-2000	10 000	6,45	2010		10 000	10 000	D(1)(4)(5)
14-01-2000	45 000	6,72	2009		45 000	45 000	D(1)(5)(6)
04-08-2000	25 000	5,9	2003		25 000	25 000	D(1)(4)(5)
04-08-2000	15 000	6,0	2005		15 000	15 000	D(1)(4)(5)
04-08-2000	10 000	6,3	2010		10 000	10 000	D(1)(4)(5)
27-10-2000	20 000	5,75	2003		20 000	20 000	D(1)(4)(5)
27-10-2000	20 000	6,0	2006		20 000	20 000	D(1)(4)(5)
27-10-2000	10 000	6,2	2010		10 000	10 000	D(1)(4)(5)
24-08-2001	26 250	5,0	2004		26 250		D(1)(4)(5)
24-08-2001	25 500	5,4	2006		25 500		D(1)(4)(5)
24-08-2001	13 250	6,15	2011		13 250		D(1)(4)(5)
					1 394 725	1 538 291	

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

TABLEAU 4 – DETTE À LONG TERME (suite) (en milliers)

Émission		Solde en cours						Références
Date	Valeur nominale	Taux d'intérêt	Échéances	2001		2000		
				En devises étrangères	En dollars canadiens	En dollars canadiens		
A) OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)								
Obligations remboursables en dollars canadiens								
par suite de contrats d'échange de devises								
20-01-1992	125 000	FS	7,25	2002			F(1)(5)	
20-01-1992	85 974	\$US	Variable	2002			FG	
20-01-1992	97 710	\$CA	9,87	2002		97 710	G	
04-05-1992	100 000	FS	7,25	2002			F(1)(5)	
04-05-1992	66 256	\$US	Variable	2002			FG	
04-05-1992	79 057	\$CA	10,215	2002		79 057	G	
13-07-1992	70 000	DM	8,45	2002			F(1)(5)(6)	
13-07-1992	52 458	\$CA	9,463	2002		52 458	G	
15-10-1992	8 622 782	Y	5,5	2002			F(1)(5)(6)	
15-10-1992	70 161	\$US	Variable	2002			FG	
15-10-1992	85 000	\$CA	8,21	2002		85 000	G	
30-09-1993	3 000 000	Y	4,8	2003			F(1)(5)(6)	
30-09-1993	2 500 000	Y	Variable	2003			F(1)(5)(6)	
30-09-1993	69 655	\$CA	7,525	2003		69 655	G	
26-10-1994	56 000	\$US	Variable	2004			F(1)(5)(6)	
26-10-1994	75 152	\$CA	9,744	2004		75 152	G	
06-11-1995	70 000	DM	6,5	2001			F(1)(5)	
06-11-1995	65 000	\$CA	7,988	2001		65 000	G	
16-10-1996	110 000	DM	Variable	2003			F(1)(5)	
16-10-1996	100 000	\$CA	7,583	2003		100 000	G	
09-12-1996	60 000	DM	Variable	2003			F(1)(5)	
09-12-1996	53 600	\$CA	6,19	2003		53 600	G	
26-06-1997	6 000 000	ESC	Variable	2007			F(1)(5)(6)	
26-06-1997	48 000	\$CA	7,077	2007		48 000	G	
30-10-1997	1 600 000	FLUX	5,625	2007			F(1)(5)	
30-10-1997	60 626	\$CA	5,915	2007		60 626	G	
26-02-1999	68 664	\$US	5,375	2004			F(1)(5)	
26-02-1999	104 432	\$CA	5,35	2004		104 432	G	
22-02-2000	54 000	\$US	Variable	2010			F(1)(5)(6)	
22-02-2000	78 408	\$CA	7,176	2010		78 408	G	
08-12-2000	84 553	\$US	Variable	2010			F(1)(5)(6)	
08-12-2000	130 000	\$CA	6,574	2010		130 000	G	
17-05-2001	50 000	\$US	Variable	2011			F(1)(5)(6)	
17-05-2001	78 650	\$CA	6,45	2011		78 650	G	
17-05-2001	25 000	\$US	6,25	2011			F(1)(5)	
17-05-2001	39 325	\$CA	6,45	2011		39 325	G	

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

TABLEAU 4 – DETTE À LONG TERME (suite) (en milliers)

Émission		Solde en cours						Références
Date	Valeur nominale	Taux d'intérêt	Échéances	2001		2000		
				En devises étrangères	En dollars canadiens	En dollars canadiens		
A) OBLIGATIONS ET BILLETS (suite)								
Obligations remboursables en dollars canadiens par suite de contrats d'échange de devises (suite)								
14-11-2001	34 000	\$US	Variable	2011			F(1)(5)	
14-11-2001	53 210	\$CA	6,17	2011		53 210	G	
14-11-2001	20 000	\$US	Variable	2011			F(1)(5)	
14-11-2001	31 500	\$CA	6,078	2011		31 500	G	
26-11-2001	400 000	NOK	6,75	2008			F(1)(5)	
26-11-2001	45 500	\$US	Variable	2008			FG	
26-11-2001	71 208	\$CA	5,67	2008		71 208	G	
						<u>1 307 991</u>		
							<u>1 099 098</u>	
Total émis en dollars canadiens						<u>2 702 716</u>	<u>2 637 389</u>	
En dollars américains								
01-11-1964	60 000		5,0	2004	4 500	7 168	8 997	C(2)(3)
01-11-1966	30 000		6,0	2006	3 750	5 973	6 747	C(2)(3)
26-02-1999	11 273		5,375	2004	11 273	17 955	16 903	(1)(5)
					<u>19 523</u>	<u>31 096</u>	<u>32 647</u>	
En livres sterling								
12-07-1888	1 440		3,0	Perpétuelle	362	863	923	(1)
Total émis en monnaies étrangères						<u>31 959</u>	<u>33 570</u>	
TOTAL – OBLIGATIONS ET BILLETS						<u>2 734 675</u>	<u>2 670 959</u>	
B) AUTRES DETTES À LONG TERME								
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition en dollars canadiens								
28-08-1994	3 203		6,705	2014		2 517	2 636	
01-09-1997	2 600		7,148	2017		2 289	2 365	
TOTAL – AUTRES DETTES À LONG TERME						<u>4 806</u>	<u>5 001</u>	
TOTAL – DETTE À LONG TERME						<u>2 739 481</u>	<u>2 675 960</u>	

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

TABLEAU 4 – DETTE À LONG TERME (suite) (en milliers)

		Solde en cours		
		2001		2000
		En devises étrangères	En dollars canadiens	En dollars canadiens
Sommaire (en milliers de dollars)				
Dollars canadiens	\$CA		2 707 522	2 642 390
Dollars américains	\$US	19 523	31 096	32 647
Livres sterling	£	362	863	923
			2 739 481	2 675 960
Sommaire (en pourcentage)				
Dollars canadiens	\$CA		98,83 %	98,75 %
Dollars américains	\$US		1,14 %	1,22 %
Livres sterling	£		0,03 %	0,03 %
			100,00 %	100,00 %

- (a) Diverses émissions d'obligations dont le solde individuel est inférieur à 1,0 M\$.
- (b) Dette à rembourser au gouvernement du Québec.
- (c) Dette à rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
- A Rachetables à un prix n'excédant pas 100 %.
- B Rachetables, à toute date d'échéance d'intérêts après une date déterminée, à 100 %; rachetables à 100 % aux fins d'amortissement.
- C Rachetables à toute date d'échéance d'intérêts après une date déterminée, au montant en principal plus une prime déterminée; rachetables à 100 % aux fins d'amortissement.
- D Non rachetables avant échéance.
- E Non rachetables excepté aux fins d'amortissement; rachetables à 100 % aux fins d'amortissement.
- F Contrat ayant fait l'objet d'une convention d'échange de devises ou de taux d'intérêt. Seul le montant pour lequel la Ville est ultimement responsable est indiqué comme solde en cours.
- G Convention d'échange de devises ou de taux d'intérêt.
- (1) Pour travaux publics, améliorations locales et autres dépenses.
- (2) Pour le réseau initial du métro.
- (3) Obligations à fonds d'amortissement (rachat annuel obligatoire).
- (4) Obligations en séries.
- (5) Des contributions annuelles provenant des recettes courantes sont accumulées aux fins de remboursement.
- (6) Billets à terme.

Couronnes norvégiennes	NOK
Dollars canadiens	\$CA
Dollars américains	\$US
Escudos portugais	ESC
Francs luxembourgeois	FLUX
Francs suisses	FS
Livres sterling	£
Marks allemands	DM
Yens japonais	Y

Notes et tableaux complémentaires (suite)

31 décembre 2001

TABLEAU 5 – EXCÉDENT (DÉFICIT) DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT*(en milliers de dollars)*

	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Solde au début de l'exercice	(4 524)	(28 159)
Excédent des activités d'investissement de l'exercice	50 840	46 592
Solde des règlements d'emprunts fermés porté au fonds d'amortissement	(34 265)	(22 957)
Solde à la fin de l'exercice	<u>12 051</u>	<u>(4 524)</u>

Notes et tableaux complémentaires (suite)

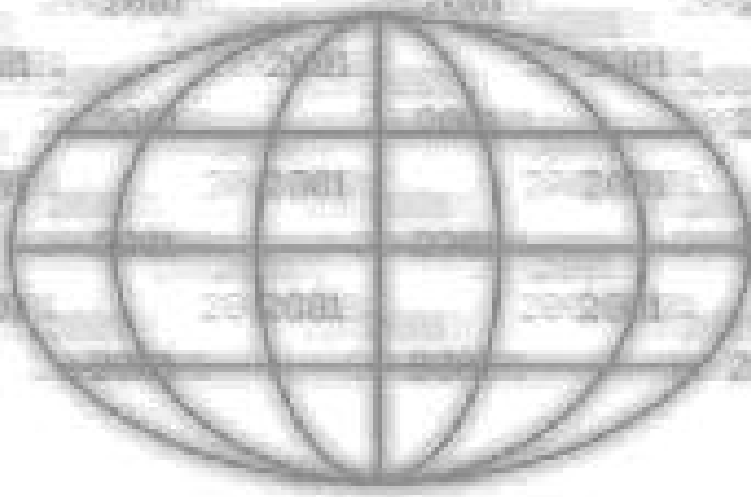
31 décembre 2001

TABLEAU 6 – DETTE DIRECTE ET INDIRECTE ET DÉPENSES D'INVESTISSEMENT À FINANCER À LONG TERME

<i>(en milliers de dollars)</i>	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Dettes directes nettes et dépenses d'investissement à financer à long terme		
Dettes à long terme (note 10)	2 739 481	2 675 960
Ajouter		
Déficit (excédent) des activités d'investissement	(12 051)	4 524
Déduire		
Sommes à recouvrer pour le rachat	(121 642)	(130 890)
Sommes disponibles pour le rachat	(904 193)	(839 846)
	<u>1 701 595</u>	<u>1 709 748</u>
Dettes indirectes nettes et dépenses d'investissement à financer à long terme		
Communauté urbaine de Montréal	297 732	306 454
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal	98 034	96 295
Sociétés paramunicipales	368 898	452 728
	<u>764 664</u>	<u>855 477</u>
Dettes directes et indirectes nettes et dépenses d'investissement à financer à long terme	<u><u>2 466 259</u></u>	<u><u>2 565 225</u></u>

C - INFORMATION FINANCIÈRE

Renseignements supplémentaires



Analyse des revenus

Exercice terminé le 31 décembre 2001

(en milliers de dollars)

	2001		2000
	Budget	Réalisations	Réalisations
Taxes			
Taxes foncières	944 827	955 434	955 929
Taxe d'eau et de services	168 535	173 377	175 946
Taxe d'affaires	229 448	236 849	234 927
Autres taxes	11 944	12 047	16 503
	1 354 754	1 377 707	1 383 305
Paiements tenant lieu de taxes			
Gouvernement du Québec	140 553	147 504	128 032
Gouvernement du Canada	20 998	18 971	22 029
Autres paiements	4 208	4 265	66 209
	165 759	170 740	216 270
Services rendus aux organismes municipaux			
Services d'aqueduc	25 720	27 030	26 711
Autres services	9 526	9 819	9 846
	35 246	36 849	36 557
Autres services rendus			
Activités municipales	80 989	83 210	80 383
Services municipaux	8 980	12 701	9 539
Récupération de frais	7 442	15 943	20 732
Recouvrement d'autres frais	6 889	12 195	11 112
	104 300	124 049	121 766
Autres revenus			
Droits municipaux	30 898	46 553	42 953
Amendes et frais	78 995	81 671	70 351
Intérêts	27 519	32 268	36 621
Cession de biens immobiliers	8 850	9 954	6 498
Revenus divers	14 917	28 871	71 442
	161 179	199 317	227 865
Transferts			
Gouvernement du Québec	105 389	113 395	101 094
Organismes et individus	27 280	29 946	2 017
Gouvernement du Canada		72	19
Contribution financière du gouvernement du Québec	57 909	57 539	22 779
Contribution du gouvernement du Québec – Autres		10 442	9 202
Subventions gouvernementales – Paiement au comptant	23 990	14 392	10 419
	214 568	225 786	145 530
	2 035 806	2 134 448	2 131 293

Analyse des dépenses de fonctionnement**Dépenses par programme**

Exercice terminé le 31 décembre 2001

(en milliers de dollars)

	2001		2000
	Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale			
Services législatifs et exécutifs	37 298	37 982	34 212
Application de la loi	27 902	30 338	25 449
Gestion financière et administrative	80 500	90 126	79 659
Greffe	6 692	6 409	6 956
Évaluation	10 177	10 165	10 074
Gestion du personnel	15 989	18 218	16 720
Autres dépenses	86 559	75 078	68 341
	265 117	268 316	241 411
Sécurité publique			
Activités policières et d'ordre public	235 073	232 646	231 434
Protection contre l'incendie et protection civile	167 535	182 632	167 811
Réglementation et inspections	10 039	11 330	9 351
	412 647	426 608	408 596
Transport			
Soutien administratif et technique	54 734	56 270	51 671
Voirie municipale	42 258	35 006	33 196
Enlèvement de la neige	62 581	72 374	83 600
Éclairage des rues	10 854	11 105	11 001
Signalisation routière	8 501	9 442	7 938
Transport en commun	161 831	161 632	160 390
Stationnement		2 909	3 183
	340 759	348 738	350 979
Hygiène du milieu			
Administration et soutien fonctionnel	10 560	11 124	10 302
Service d'eau et d'égouts	98 193	101 408	95 595
Traitement des déchets	68 701	82 416	69 017
Protection de l'environnement	585	584	525
	178 039	195 532	175 439
Santé et bien-être			
Interventions sociales et communautaires	1 814	1 720	1 703
Sécurité sociale	70 003	74 185	65 197
Surveillance de la santé	1 038	822	1 053
	72 855	76 727	67 953

Analyse des dépenses de fonctionnement**Dépenses par programme (suite)**

Exercice terminé le 31 décembre 2001

(en milliers de dollars)

	2001		2000
	Budget	Réalisations	Réalisations
Aménagement, urbanisme et développement			
Urbanisme et zonage	27 902	22 453	19 869
Promotion et développement économique	38 744	35 301	80 159
Rénovation urbaine et restauration	51 831	48 095	37 865
Logement	9 306	10 378	12 923
Autres dépenses	4 861	5 107	5 554
	<u>132 644</u>	<u>121 334</u>	<u>156 370</u>
Loisirs et culture			
Activités récréatives	183 171	193 943	186 770
Activités culturelles et éducatives	96 632	102 268	94 594
	<u>279 803</u>	<u>296 211</u>	<u>281 364</u>
Frais de financement – Intérêts nets	<u>164 462</u>	<u>161 585</u>	<u>156 165</u>
Contribution au fonds spécial de financement des activités locales			<u>35 920</u>
	<u>1 846 326</u>	<u>1 895 051</u>	<u>1 874 197</u>

Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature

Exercice terminé le 31 décembre 2001

(en milliers de dollars)

	2001		2000
	Budget	Réalisations	Réalisations
Immobilisations			
Infrastructures			
Aqueducs	16 420	9 990	4 338
Égouts	20 553	10 880	8 310
Conduits souterrains	16 363	15 426	10 202
Trottoirs	8 463	19 422	19 029
Rues	58 399	39 609	36 558
Éclairage, signalisation	4 030	5 803	6 465
Ponts, tunnels	33 806	24 777	17 598
Parcs et terrains de jeux	28 385	31 609	21 537
Décharge contrôlée de déchets solides	3 064	2 298	2 361
	<u>189 483</u>	<u>159 814</u>	126 398
Bâtiments	46 076	38 259	36 053
Matériel roulant	15 262	14 139	8 500
Biens mobiliers	16 125	7 488	7 933
Oeuvres d'art		11	33
	<u>266 946</u>	<u>219 711</u>	<u>178 917</u>
Autres investissements			
Propriétés immobilières destinées à la revente	1 571	4 669	4 687
Prêts à long terme	3 896	2 140	1 349
Créances à long terme	14 722	8 604	18 833
	<u>20 189</u>	<u>15 413</u>	<u>24 869</u>
	<u><u>287 135</u></u>	<u><u>235 124</u></u>	<u><u>203 786</u></u>

Mouvement des placements du fonds d'amortissement

Exercice terminé le 31 décembre 2001

(en milliers de dollars)

Placements du fonds d'amortissement au 31 décembre 2000		<u>815 509</u>
Ajouter		
Contributions		186 290
Solde des règlements d'emprunts fermés porté au fonds d'amortissement		34 265
Refinancement anticipé		31 500
Gain sur fluctuation du change		441
		<u>252 496</u>
Déduire		
Remboursement d'obligations à même les provisions		<u>189 016</u>
Placements du fonds d'amortissement au 31 décembre 2001 (1)		<u><u>878 989</u></u>
(1) Placements du fonds d'amortissement		
Dépôts à terme et autres titres		152 106
Obligations		
Provinces et organismes gouvernementaux	335 753	
C.U.M. et S.T.C.U.M.	27 332	
Ville de Montréal	70 231	
Autres municipalités	111 678	
Commissions scolaires, CEGEP, C.L.S.C. et hôpitaux	<u>168 889</u>	
		713 883
Débeture – Société en commandite Baseball Montréal		<u>13 000</u>
		<u><u>878 989</u></u>

Mouvement de l'actif à long terme

Exercice terminé le 31 décembre 2001

(en milliers de dollars)

	Propriétés immobilières destinées à la vente	Avances et prêts à des sociétés paramunicipales et filiale	Créances à long terme – Investissements	Créances à long terme – Autres	Immobilisations	TOTAL
Soldes au 31 décembre 2000	153 712	82 632	18 833	112 754	2 329 658	2 697 589
Ajouter						
Dépenses d'investissement	4 669	2 140	8 604		219 711	235 124
Nouvelles créances				3 698		3 698
	4 669	2 140	8 604	3 698	219 711	238 822
Déduire						
Ventes et mises au rancart	7 183				1 430	8 613
Amortissement					167 220	167 220
Encaissement et radiation		7 500	1 069	20 427		28 996
	7 183	7 500	1 069	20 427	168 650	204 829
Soldes au 31 décembre 2001	151 198	77 272	26 368	96 025	2 380 719	2 731 582

Mouvement de la dette à long terme

Exercice terminé le 31 décembre 2001

(en milliers de dollars)

Dettes à long terme au 31 décembre 2000		<u>2 675 960</u>
Ajouter		
Emprunts contractés		
Emprunt, 6,45 %, pour immobilisations;		117 975
Emprunt, 5 %, pour refinancement partiel;		26 250
Emprunt, 5,4 %, pour refinancement partiel;		25 500
Emprunt, 6,15 %, pour refinancement partiel;		13 250
Emprunt, 6,17 %, pour immobilisations;		53 210
Emprunt, 6,078 %, pour refinancement partiel;		31 500
Emprunt, 6,75 %, pour immobilisations (70,2 M\$); pour refinancement complet (1 M\$);		71 208
Perte sur fluctuation du change		898
		<u>339 791</u>
Déduire		
Refinancement d'obligations à l'échéance		65 985
Fonds d'amortissement		
Remboursement d'obligations à l'échéance		189 016
Budget de fonctionnement		
Remboursement d'obligations à l'échéance	20 988	
Remboursement d'obligations avant l'échéance	86	
Remboursement d'obligations en vertu de contrats de location-acquisition à l'échéance	<u>195</u>	<u>21 269</u>
		<u>276 270</u>
Dettes à long terme au 31 décembre 2001		<u><u>2 739 481</u></u>

Échéance de la dette à long terme

31 décembre 2001

(en milliers de dollars)

ANNÉES	Obligations et billets					
	Dollars canadiens		Dollars américains		Livres sterling	
	Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance (1)	À refinancer (2)
2002	357 275	112 564	2 250			
2003	490 845	220 178	2 250			
2004	334 766	145 883	13 523			
2005	239 202	89 749	750			
2006	46 976	16 768	750			
2007	233 852	42 241				
2008	221 457	74 109				
2009	98 000	17 705				
2010	339 408	72 244				
2011	280 935	74 327				
2012						
2013						
2014						
2015						
2016						
2017	60 000					
	2 702 716	865 768	19 523			
Perpétuel					362	
	2 702 716	865 768	19 523		362	

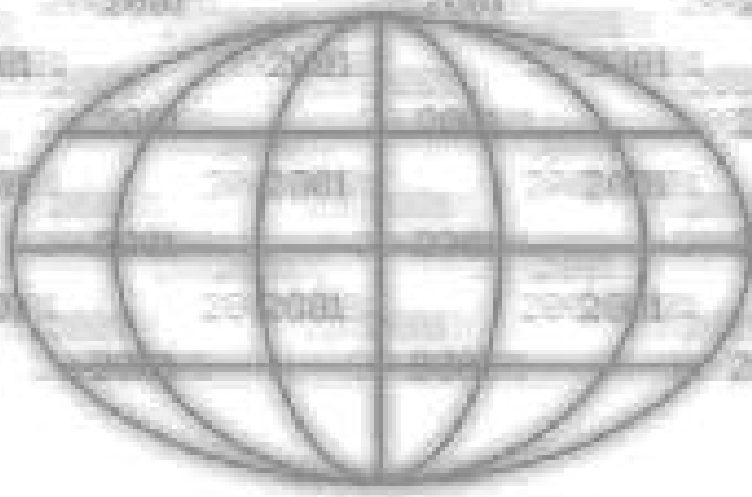
- Notes :
- (1) Les montants de cette colonne représentent les emprunts venant à échéance durant chacune des années indiquées.
 - (2) Ces montants sont inclus dans la colonne échéance.
 - (3) De ce montant, 879 M\$ sont déjà accumulés au fonds d'amortissement en date du 31 décembre 2001. De plus, les revenus reportés liés à ces emprunts totalisent 25,2 M\$.

Échéance de la dette à long terme

31 décembre 2001

Obligations et billets			Échéance des obligations en vertu de contrats de location-acquisition en dollars canadiens (1)	Échéance nette totale en dollars canadiens (1)
Valeur aux livres en dollars canadiens				
Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance nette		
360 858	112 564	248 294	209	248 503
494 429	220 178	274 251	223	274 474
356 305	145 883	210 422	239	210 661
240 397	89 749	150 648	256	150 904
48 170	16 768	31 402	274	31 676
233 852	42 241	191 611	293	191 904
221 457	74 109	147 348	314	147 662
98 000	17 705	80 295	336	80 631
339 409	72 244	267 165	360	267 525
280 935	74 327	206 608	385	206 993
			413	413
			442	442
			473	473
			208	208
			223	223
60 000		60 000	158	60 158
2 733 812	865 768	1 868 044	4 806	1 872 850
863		863		863
2 734 675 (3)	865 768	1 868 907	4 806	1 873 713
	À refinancer	865 768		865 768
		2 734 675 (3)	4 806	2 739 481

D - INFORMATION COMPLÉMENTAIRE ET STATISTIQUES



Évaluation

Évaluation imposable équivalente

La Ville perçoit à l'égard de certains immeubles non imposables des revenus importants sous forme de paiements tenant lieu de taxes et de compensations pour les services. De plus, certains autres biens qui ne sont pas inscrits au rôle d'évaluation de la Ville, tels les systèmes de télécommunications, les réseaux de distribution de gaz, les systèmes de production, de transmission et de distribution d'énergie électrique, sont assujettis à une taxe spéciale. Pour ces raisons, l'évaluation imposable a été redressée pour refléter avec plus de précision la valeur des immeubles sur laquelle les revenus de la Ville sont basés. L'évaluation imposable équivalente est obtenue en ajoutant à l'évaluation imposable un montant d'évaluation non imposable qui, s'il était imposé aux taux courants des taxes, produirait des revenus en taxes équivalents aux paiements tenant lieu de taxes et autres revenus que perçoit la Ville pour ce genre de propriétés. Le tableau suivant indique l'évaluation imposable équivalente des immeubles de la Ville au 31 décembre.

(en milliers de dollars)	<u>2001</u>	<u>2000</u>
Évaluation imposable (1)	44 937 393	45 388 585
Redressement pour évaluation non imposable (2)		
Évaluation non imposable sujette aux paiements tenant lieu de taxes (3)	1 280 123	1 278 054
Évaluation non imposable sujette à une compensation pour services (4)	169 659	2 416 131
Évaluation des réseaux des affaires sociales et de l'éducation (5)	<u>3 565 559</u>	<u>3 609 660</u>
Évaluation imposable équivalente	<u>49 952 734</u>	<u>52 692 430</u>

- (1) Selon le rôle triennal d'évaluation 2001-2003 déposé le 13 septembre 2000, mis à jour le 14 septembre 2001.
- (2) Représente l'évaluation des immeubles qui produirait un revenu en taxe équivalent aux paiements tenant lieu de taxes et autres revenus que perçoit la Ville pour certains immeubles exempts, si ces immeubles étaient imposables aux taux courants des taxes.
- (3) Représente l'évaluation des immeubles du gouvernement du Canada, des sociétés d'État et du gouvernement du Québec qui font l'objet de paiements tenant lieu de taxes au taux ordinaire de la taxe foncière.
- (4) Représente l'évaluation équivalente des établissements culturels, récréatifs et religieux, qui sont exempts des taxes foncières mais qui sont assujettis à une compensation pour services, de même que l'évaluation équivalente de certains biens assujettis à une taxe spéciale même s'ils ne sont pas inscrits au rôle d'évaluation de la Ville.
- (5) Représente l'évaluation équivalente des établissements des réseaux des affaires sociales et de l'éducation qui sont exempts des taxes foncières mais qui sont assujettis à une compensation.

Évaluation foncière (en milliers de dollars)

<u>Date</u>	<u>Évaluation totale (6)</u>	<u>Évaluation imposable (6)</u>	<u>Redressement pour évaluation exempte (7)</u>	<u>Évaluation imposable équivalente</u>
31 décembre 1997	59 124 638 (8)	45 185 399	6 913 144	52 098 543
31 décembre 1998	59 010 696 (9)	44 918 089	7 545 602	52 463 691
31 décembre 1999	59 237 802 (10)	45 114 013	7 130 453	52 244 466
31 décembre 2000	59 199 233 (11)	45 388 585	7 303 845	52 692 430
31 décembre 2001	54 966 443 (12)	44 937 393 (13)	5 015 341	49 952 734

- (6) Selon le rôle d'évaluation déposé au cours de l'exercice terminé à la date indiquée mais applicable à l'exercice subséquent quant à l'imposition des taxes. L'évaluation ajoutée par des rôles supplémentaires n'est pas incluse dans les chiffres indiqués au présent tableau.
- (7) Ces redressements sont basés sur les paiements tenant lieu de taxes et les compensations pour services applicables à l'exercice qui suit la date indiquée.
- (8) Selon le rôle triennal d'évaluation 1995-97 déposé le 14 septembre 1994, mis à jour le 14 septembre 1997.
- (9) Selon le rôle triennal d'évaluation 1995-97 déposé le 14 septembre 1994, mis à jour le 14 septembre 1998. Ce rôle triennal d'évaluation 1995-97 a été reconduit par une loi provinciale pour l'exercice 1998.
- (10) Selon le rôle triennal d'évaluation 1995-97 déposé le 14 septembre 1994, mis à jour le 14 septembre 1999. Ce rôle triennal d'évaluation 1995-97 a été reconduit par une loi provinciale pour l'exercice 1999.
- (11) Selon le rôle triennal d'évaluation 1995-97 déposé le 14 septembre 1994, mis à jour le 14 septembre 2000. Ce rôle triennal d'évaluation 1995-97 a été reconduit par une loi provinciale pour l'exercice 2000.
- (12) Selon le rôle triennal d'évaluation 2001-2003 déposé le 13 septembre 2000, mis à jour le 13 septembre 2001.
- (13) Cette évaluation inclut un montant de 1 705 264 pour la portion étalée de la variation de valeur résultant de la diminution des rôles.

Statistiques sur les taxes

	2001	2000	1999	1998	1997
Évolution de certains taux de taxation					
Taxes à caractère foncier (par 100\$ d'évaluation municipale)					
Taxes municipales					
Impôt foncier général (\$)		1,99	1,99	1,99	1,99
Immeubles de 6 logements ou plus	2,03				
Immeubles non-résidentiels	2,23				
Terrains vagues dotés de services	3,98				
Résiduelle	1,99				
Surtaxe sur les terrains vagues desservis (\$)	N/A	1,99	1,99	1,99	1,99
Surtaxe sur les immeubles non résidentiels (\$)	N/A	0,17	0,17	0,17	0,17
Taxe d'eau et de services					
Eau sur valeur locative					
Commercial, industriel et autres locaux (1)	8,89 %	8,89 %	8,89 %	8,89 %	8,89 %
Eau au compteur (le mètre cube) (\$)	0,22	0,22	0,22	0,22	0,22
Taxe d'affaires					
Sur valeur locative – Taux général	12,99 %	12,99 %	12,99 %	12,99 %	12,99 %
Taux mensuel d'intérêt sur toutes					
sommes dues à la Ville	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %
Taux de la pénalité	0,41 %	0,41 %	0,41 %	0,41 %	0,41 %
Taux global de taxation (2) (\$)	2,5392	2,4265	2,4109	2,4064	2,4021
Imposition et perception de contributions foncières incluant les répartitions des améliorations locales					
Imposition courante (000 \$)	958 110	956 323	950 022	945 964	946 911
Imposition totale (000 \$)	955 701	956 861	943 501	929 868	916 986
Taxes courantes perçues (000 \$)	933 770	929 067	919 481	915 699	914 813
Total des taxes perçues (000 \$)	959 143	961 212	942 235	930 953	929 131
Perception des taxes courantes	97,46 %	97,15 %	96,79 %	96,80 %	96,61 %
Imposition et perception de la taxe d'eau et de services et de la taxe d'affaires					
Imposition courante (000 \$)	424 848	421 609	402 420	393 452	387 436
Imposition totale (000 \$)	415 394	428 246	402 108	389 233	381 716
Taxes courantes perçues (000 \$)	406 111	397 576	384 642	371 981	366 712
Total des taxes perçues (000 \$)	421 791	413 623	402 794	382 256	377 545
Perception des taxes courantes	95,59 %	94,30 %	95,58 %	94,54 %	94,65 %

(1) La taxe d'eau et de services est basée sur le rôle de valeur locative déposé.

(2) Le taux pour l'exercice 2001 est un taux non vérifié.

État des activités financières

Pour les cinq derniers exercices

(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Revenus					
Taxes	1 377 707	1 383 305	1 354 068	1 322 574	1 315 463
Paievements tenant lieu de taxes	170 740	216 270	212 199	208 880	187 965
Autres revenus de sources locales	360 215	386 188	369 934	372 339	339 744
Transferts	225 786	145 530	129 392	176 011	154 543
	<u>2 134 448</u>	<u>2 131 293</u>	<u>2 065 593</u>	<u>2 079 804</u>	<u>1 997 715</u>
Dépenses de fonctionnement					
Administration générale	268 316	241 411	250 247	233 816	248 702
Sécurité publique	426 608	408 596	388 641	448 342	402 803
Transport	348 738	350 979	333 028	315 621	367 137
Hygiène du milieu	195 532	175 439	176 546	171 164	171 828
Santé et bien-être	76 727	67 953	64 837	65 105	65 037
Aménagement, urbanisme et développement	121 334	156 370	118 268	114 980	104 362
Loisirs et culture	296 211	281 364	269 962	261 727	274 771
Frais de financement – Intérêts nets	161 585	156 165	170 613	153 434	165 931
Contribution au fonds spécial de financement des activités locales		35 920	46 832	46 832	
	<u>1 895 051</u>	<u>1 874 197</u>	<u>1 818 974</u>	<u>1 811 021</u>	<u>1 800 571</u>
Autres activités financières					
Frais de financement – Capital	205 695	209 887	192 495	213 405	194 984
Transfert à l'état des activités d'investissement	41 848	26 287	32 618	52 422	42 146
	<u>247 543</u>	<u>236 174</u>	<u>225 113</u>	<u>265 827</u>	<u>237 130</u>
Total des dépenses de fonctionnement et autres activités financières	<u>2 142 594</u>	<u>2 110 371</u>	<u>2 044 087</u>	<u>2 076 848</u>	<u>2 037 701</u>
Excédent (déficit) des activités financières avant affectations	<u>(8 146)</u>	<u>20 922</u>	<u>21 506</u>	<u>2 956</u>	<u>(39 986)</u>
Affectations					
Surplus non affecté	231	2 169	1 089	1 778	751
Surplus affecté	53 345	37 957	9 359	5 192	48 819
Fonds réservés	(1 023)	(1 383)	(1 953)	(366)	(428)
	<u>52 553</u>	<u>38 743</u>	<u>8 495</u>	<u>6 604</u>	<u>49 142</u>
Excédent avant financement à long terme	<u>44 407</u>	<u>59 665</u>	<u>30 001</u>	<u>9 560</u>	<u>9 156</u>
Financement à long terme des dépenses de fonctionnement			6 889	1 753	
Excédent net	<u>44 407</u>	<u>59 665</u>	<u>36 890</u>	<u>11 313</u>	<u>9 156</u>

États des surplus et des fonds réservés

Pour les cinq derniers exercices

(en milliers de dollars)

	2001	2000	1999	1998	1997
SURPLUS NON AFFECTÉ – Solde au début	6 635	11 000	8 954	9 571	13 261
Redressement aux exercices antérieurs					4 349
Affectation – Activités financières	(231)	(2 169)	(1 089)	(1 778)	(751)
Affectation – Surplus affecté	(57)	(61 861)	(33 755)	(10 152)	(16 444)
Excédent net	44 407	59 665	36 890	11 313	9 156
SURPLUS NON AFFECTÉ – Solde à la fin	50 754	6 635	11 000	8 954	9 571
SURPLUS AFFECTÉ – Solde au début	99 400	75 954	53 035	48 624	82 548
Affectation – Activités financières	(53 345)	(37 957)	(9 359)	(5 192)	(48 819)
Affectation – Activités d'investissement	(326)	(458)	(1 477)	(549)	(1 549)
Affectation – Surplus non affecté	57	61 861	33 755	10 152	16 444
SURPLUS AFFECTÉ – Solde à la fin (1)	45 786	99 400	75 954	53 035	48 624
(1) SURPLUS AFFECTÉ					
Imprévus	25 593	26 793	31 350	31 411	32 569
Budget de l'exercice subséquent		31 850	18 000		2 000
Dépenses futures de fonctionnement	8 938	30 151	16 392	10 530	3 201
Sociétés paramunicipales	2 690	2 690	4 500	4 500	4 500
Charges sociales	3 773	4 212	3 773	3 773	3 799
Stabilisation des taux de redevances	4 353	3 126			
Dépenses futures d'immobilisations	153	292	1 167	1 820	1 274
Partenariat	56	56	478	707	939
Investissements	230	230	294	294	342
	45 786	99 400	75 954	53 035	48 624
FONDS RÉSERVÉS					
Parcs et terrains de jeux	4 095	5 605	4 888	3 438	3 226
Unités de stationnement	1 069	918	826	708	652
	5 164	6 523	5 714	4 146	3 878

Dépenses de fonctionnement par objet

Pour les cinq derniers exercices

(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Rémunération	635 129	562 954	559 200	560 196	582 009
Avantages accessoires	195 940	186 282	169 643	184 470	215 640
Transport et communication	17 009	17 943	16 291	16 165	16 312
Services professionnels, administratifs et autres	93 988	87 836	69 899	63 132	66 598
Location et entretien	59 572	59 615	61 983	84 921	51 713
Amortissement des immobilisations			7 384	4 882	4 805
Biens non durables	111 700	101 971	94 984	92 238	95 517
Frais de financement – Intérêts nets	161 585	156 165	170 613	153 434	165 931
Contribution au fonds spécial des activités locales		35 920	46 832	46 832	
Contributions à la Communauté urbaine de Montréal	458 258	451 835	452 632	445 017	472 076
Contributions à la Communauté métropolitaine de Montréal	6 793				
Mobilier, équipement et travaux non capitalisés	3	12 006	4 959	4 165	4 141
Créances douteuses	5 001	11 815	9 339	17 943	19 232
Subventions à la restauration	43 921	33 288	37 534	24 191	30 276
Contributions et subventions à des sociétés paramunicipales	20 238	66 899	35 548	44 251	22 128
Contributions à l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de la Communauté urbaine de Montréal	7 191	11 005	10 431	10 431	11 281
Contestations de taxes	1 200	(8 782)	10 000	12 023	5 847
Dépenses contingentes	15 428	30 147	24 689	5 212	5 183
Subventions diverses	43 145	34 945	26 038	24 313	21 592
Rentes et annuités	9 970	3 116	2 214	2 194	6 576
Autres	8 980	19 237	8 761	15 011	3 714
	<u>1 895 051</u>	<u>1 874 197</u>	<u>1 818 974</u>	<u>1 811 021</u>	<u>1 800 571</u>

Analyse des dépenses d'investissement selon leur nature

Pour les cinq derniers exercices

(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Immobilisations					
Infrastructures					
Aqueducs	9 990	4 338	4 464	5 362	10 955
Égouts	10 880	8 310	8 599	10 235	18 084
Conduits souterrains	15 426	10 202	8 100	8 222	7 507
Trottoirs	19 422	19 029	12 329	9 875	6 079
Rues	39 609	36 558	33 534	26 829	32 087
Éclairage, signalisation	5 803	6 465	5 096	21 000	33 625
Ponts, tunnels	24 777	17 598	13 936	4 547	2 433
Parcs et terrains de jeux	31 609	21 537	9 557	14 679	9 657
Décharge contrôlée de déchets solides	2 298	2 361	2 089	2 469	3 551
	<u>159 814</u>	<u>126 398</u>	<u>97 704</u>	<u>103 218</u>	<u>123 978</u>
Bâtiments	38 259	36 053	26 343	35 095	30 869
Matériel roulant	14 139	8 500	9 677	13 348	5 327
Biens mobiliers	7 488	7 933	9 193	8 234	3 071
Oeuvres d'art	11	33	722		
Acquisitions diverses			12 834	4 526	4 574
Bâtiments loués en vertu de contrats de location-acquisition					2 600
	<u>219 711</u>	<u>178 917</u>	<u>156 473</u>	<u>164 421</u>	<u>170 419</u>
Autres investissements					
Propriétés immobilières destinées à la revente	4 669	4 687	10 798	131	3 270
Prêts à long terme	2 140	1 349	204		
Créances à long terme	8 604	18 833			
	<u>15 413</u>	<u>24 869</u>	<u>11 002</u>	<u>131</u>	<u>3 270</u>
	<u><u>235 124</u></u>	<u><u>203 786</u></u>	<u><u>167 475</u></u>	<u><u>164 552</u></u>	<u><u>173 689</u></u>

Dette directe et indirecte et dépenses d'investissement à financer à long terme

Pour les cinq derniers exercices

(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Dette directe brute (A)					
Dette à long terme	2 739 481	2 675 960	2 681 156	2 703 837	2 777 947
Déficit (excédent) des activités d'investissement (1)(2)	<u>(12 051)</u>	<u>4 524</u>	<u>28 159</u>	<u>(7 931)</u>	<u>(23 469)</u>
	<u>2 727 430</u>	<u>2 680 484</u>	<u>2 709 315</u>	<u>2 695 906</u>	<u>2 754 478</u>
Moins :					
Sommes à recouvrer applicables au rachat					
Dette contractée pour la construction et l'équipement du réseau initial du métro (3)	31 491	38 133	44 693	53 065	58 396
Après du gouvernement du Québec conformément au programme tripartite de réfection des infrastructures urbaines et à divers projets subventionnés (4)	90 151	92 757	59 121	66 066	72 249
Sommes disponibles pour le rachat (5)	<u>904 193</u>	<u>839 846</u>	<u>841 561</u>	<u>767 955</u>	<u>742 971</u>
	<u>1 025 835</u>	<u>970 736</u>	<u>945 375</u>	<u>887 086</u>	<u>873 616</u>
Dette directe nette et dépenses d'investissement à financer à long terme	<u>1 701 595</u>	<u>1 709 748</u>	<u>1 763 940</u>	<u>1 808 820</u>	<u>1 880 862</u>
Dette indirecte (B)					
Communauté urbaine de Montréal					
Dette à long terme	1 184 956	1 243 058	1 254 167	1 312 742	1 283 156
Déficit des activités d'investissement (1)	<u>2 334</u>	<u>3 318</u>	<u>7 977</u>	<u>10 000</u>	<u>22 564</u>
	<u>1 187 290</u>	<u>1 246 376</u>	<u>1 262 144</u>	<u>1 322 742</u>	<u>1 305 720</u>
Moins :					
Sommes à recouvrer auprès du gouvernement du Québec (6)	629 286	652 135	677 192	726 131	729 290
Sommes disponibles pour le rachat	<u>260 272</u>	<u>287 787</u>	<u>275 673</u>	<u>272 512</u>	<u>245 556</u>
	<u>297 732</u>	<u>306 454</u>	<u>309 279</u>	<u>324 099</u>	<u>330 874</u>
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal					
Dette à long terme	263 468	263 094	279 646	255 645	265 185
Déficit des activités d'investissement (1)	<u>9 720</u>	<u>19 224</u>	<u>17 762</u>	<u>37 943</u>	<u>17 118</u>
	<u>273 188</u>	<u>282 318</u>	<u>297 408</u>	<u>293 588</u>	<u>282 303</u>
Moins :					
Sommes à recouvrer auprès du gouvernement du Québec (7)	124 822	140 425	149 834	153 267	163 507
Sommes disponibles pour le rachat	<u>50 332</u>	<u>45 598</u>	<u>41 808</u>	<u>35 590</u>	<u>21 127</u>
	<u>98 034</u>	<u>96 295</u>	<u>105 766</u>	<u>104 731</u>	<u>97 669</u>
Sociétés paramunicipales					
Dette à long terme	312 619	399 159	418 903	422 057	442 719
Déficit des activités d'investissement (1)	<u>56 279</u>	<u>53 569</u>	<u>52 580</u>	<u>56 826</u>	<u>89 074</u>
	<u>368 898</u>	<u>452 728</u>	<u>471 483</u>	<u>478 883</u>	<u>531 793</u>

Dette directe et indirecte et dépenses d'investissement à financer à long terme (suite)

Pour les cinq derniers exercices

(en milliers de dollars)

	<u>2001</u>	<u>2000</u>	<u>1999</u>	<u>1998</u>	<u>1997</u>
Dette indirecte brute et dépenses d'investissement à financer à long terme	1 829 376	1 981 422	2 031 035	2 095 213	2 119 816
Dette indirecte nette et dépenses d'investissement à financer à long terme	764 664	855 477	886 528	907 713	960 336
Dette directe et indirecte brute et dépenses d'investissement à financer à long terme (8)	4 556 806	4 661 906	4 740 350	4 791 119	4 874 294
Dette directe et indirecte nette et dépenses d'investissement à financer à long terme	2 466 259	2 565 225	2 650 468	2 716 533	2 841 198
Population (1)	1 029 828	1 029 828	1 037 205	1 016 376	1 016 376
Évaluation imposable équivalente (page 51)	49 952 734	52 692 430	52 244 466	52 463 691	52 098 543
Dette directe nette et dépenses d'investissement à financer à long terme					
Par habitant (en dollars)	1 652	1 660	1 701	1 780	1 851
% de l'évaluation imposable équivalente	3,4%	3,2%	3,4%	3,4%	3,6%
Dette directe et indirecte nette et dépenses d'investissement à financer à long terme					
Par habitant (en dollars)	2 395	2 491	2 555	2 673	2 795
% de l'évaluation imposable équivalente	4,9%	4,9%	5,1%	5,2%	5,5%
Frais de financement					
Intérêts nets	161 585	156 165	170 613	153 434	165 931
Capital	205 695	209 887	192 495	213 405	194 984
	367 280	366 052	363 108	366 839	360 915
Total des revenus	2 134 448	2 131 293	2 065 593	2 079 804	1 997 715
% des frais de financement	17,2%	17,2%	17,6%	17,6%	18,1%

(1) Les chiffres de la population proviennent de la gazette officielle du Québec.

Dettes directes et indirectes et dépenses d'investissement à financer à long terme (suite)

31 décembre 2001

- (A) La dette directe représente les obligations que la Ville a contractées en son propre nom ou qu'elle a assumées par suite de l'annexion de territoires. La dette directe inclut des obligations remboursables en partie à même le produit de répartitions spéciales, mais pour lesquelles le crédit général de la Ville est engagé.
- (B) La dette indirecte représente la part de la dette d'organismes gouvernementaux régionaux (C.U.M. et S.T.C.U.M) qui doit être supportée par les contribuables de la Ville. Le montant de la dette de chaque organisme attribuable à la Ville est établi en appliquant à cette dette le pourcentage du potentiel fiscal de la Ville par rapport au potentiel fiscal total des municipalités de la C.U.M. La dette obligataire indirecte comprend également la part de la Ville de la dette des organismes paramunicipaux suivants : Office municipal d'habitation de Montréal; Société d'habitation et de développement de Montréal; Société de développement de Montréal; Société du parc des Îles.
- (1) Les déficits des activités d'investissement ne constituent pas des dettes à long terme, ils sont inclus dans le présent tableau afin de permettre des comparaisons d'année en année étant donné que des emprunts sont parfois différés, entre autres raisons, à cause des fluctuations du marché international des capitaux.
- (2) En 1998, le montant comprend 6,2 M\$ d'obligations refinancées par anticipation et non remboursées.
- (3) Représente la partie de la dette contractée pour la construction et l'équipement du réseau initial du métro supportée par la C.U.M.
- (4) Représente la partie de la dette relative au programme tripartite de réfection des infrastructures urbaines et à divers projets subventionnés supportée par le gouvernement du Québec.
- (5) Les sommes disponibles pour le rachat d'obligations comprennent les montants accumulés au fonds d'amortissement et les revenus reportés découlant de la disposition d'actifs.
- (6) Représente la part de la Ville de la subvention relative aux prolongements du métro et de la subvention relative au traitement des eaux usées.
- (7) Représente la part de la Ville de la subvention du gouvernement du Québec relative au service de la dette des dépenses qui servent spécifiquement à un réseau d'autobus.
- (8) La dette directe et les placements du fonds d'amortissement en devises ont été convertis au taux de change prévalant à la fin de chaque exercice.

Montréal en chiffres

Sécurité publique

- ♦ 91 véhicules d'intervention incendie répartis dans les 36 casernes de pompiers.
- ♦ 18 points de services de Tandem Montréal répartis sur tout le territoire afin d'accueillir les citoyens et les sensibiliser à la sécurité urbaine.

Transport

- ♦ 109 409 luminaires sur la voie publique.
- ♦ 1 570 feux de circulation.
- ♦ 2 175 kilomètres de rues.
- ♦ 3 450 kilomètres de trottoirs.
- ♦ 125 kilomètres de pistes cyclables.

Hygiène du milieu

- ♦ 2 763 kilomètres de canalisations d'eau potable.
- ♦ 2 528 kilomètres de canalisations d'égouts.
- ♦ 13 104 bornes-fontaines.
- ♦ 51 éco-quartiers.
- ♦ 535 000 foyers pour lesquels la collecte sélective est offerte.

Santé et bien-être

De par son contrat de gestion avec le gouvernement du Québec

- ♦ 20 centres locaux d'emploi.
- ♦ 1 centre de revendicateurs du statut de réfugiés.

Loisirs et culture

Secteur culturel

- ♦ 12 maisons de la culture et 24 bibliothèques.
- ♦ La Chapelle du Bon pasteur et le Centre d'histoire.

Secteur du sport et des loisirs

- ♦ 21 arénas offrant 25 glaces intérieures.
- ♦ 164 patinoires extérieures.
- ♦ 29 piscines intérieures, 20 piscines extérieures et 78 pataugeoires.
- ♦ 4 centres sportifs et 339 centres de loisirs et communautaires.
- ♦ 202 terrains de tennis extérieurs et 1 terrain de golf.
- ♦ 360 terrains sportifs extérieurs.

Statistiques générales

	2001	2000	1999	1998	1997
POPULATION (1)	1 029 828	1 029 828	1 037 205	1 016 376	1 016 376
SUPERFICIE DU TERRITOIRE (km²)	177	177	177	177	177
DENSITÉ DE LA POPULATION (Hab./km²)	5 818	5 818	5 860	5 742	5 742

(1) Les chiffres de la population proviennent de la gazette officielle du Québec.

EFFECTIFS (personnes)

Directeurs	27	26	24	23	27
Cadres	655	651	652	647	652
Professionnels	689	682	653	641	643
Cols blancs	3 026	3 097	3 158	3 251	3 357
Contremaîtres	257	257	238	245	269
Pompiers	1 585	1 562	1 541	1 529	1 577
Cols bleus	3 501	3 473	3 475	3 571	3 812
	9 740	9 748	9 741	9 907	10 337

MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE

Permis de construction et de rénovation

Secteur résidentiel	Nombre	3 412	2 781	2 881	2 357	2 467
	Valeur (M\$)	267	190	201	161	139
Secteur commercial	Nombre	2 249	1 885	2 172	1 847	1 802
	Valeur (M\$)	785	311	289	286	211
Secteur industriel	Nombre	253	240	242	197	217
	Valeur (M\$)	61	43	63	63	33
Secteur gouvernemental	Nombre	337	269	304	345	320
	Valeur (M\$)	230	163	146	194	147
	Nombre	6 251	5 175	5 599	4 746	4 806
	Valeur (M\$)	1 343	707	699	704	530

HYGIÈNE

Eau potable (en milliers de mètres cubes)

Consommation annuelle pour la Ville de Montréal et les villes desservies	664 490	644 437	649 763	633 067	618 112
--	---------	---------	---------	---------	---------

Élimination des ordures (en tonnes métriques)

Enfouissement	781 576	693 894	513 724	616 229	563 819
---------------	---------	---------	---------	---------	---------

Statistiques générales (suite)

IMMEUBLES IMPOSABLES LES PLUS IMPORTANTS

Identification	Adresse	Valeur au rôle	Pourcentage (1)
		(en millions) \$	%
Place Ville-Marie	1-5, place Ville-Marie	415,0	0,92
Complexe Desjardins	100-190, rue Ste-Catherine Ouest	330,0	0,73
Tour I.B.M. – Marathon	1250, boulevard René-Lévesque Ouest	205,0	0,46
Le 1000 de la Gauchetière	1000, rue de la Gauchetière Ouest	182,0	0,41
Centre Molson	1200, rue de la Gauchetière Ouest	150,0	0,33
Centre Eaton	705, rue Sainte-Catherine Ouest	135,0	0,30
Bell Canada	700, rue de la Gauchetière Ouest	121,0	0,27
Sun Life	1153-1155, rue Metcalfe	117,0	0,26
Place Versailles	7255-7525, rue Sherbrooke Est	110,2	0,25
Banque Nationale de Paris	1981, avenue McGill College	110,0	0,24
Casino de Montréal	1, avenue du Casino	107,1	0,24
Place Victoria	800, place Victoria	95,5	0,21
Palais des Congrès	200, rue de la Gauchetière Ouest	93,7	0,21
Hôtel Reine-Élisabeth	900, boulevard René-Lévesque Ouest	92,2	0,21
Banque Nationale	600, rue de la Gauchetière Ouest	88,5	0,20
O.A.C.I.	999, rue Université	86,6	0,19
Place de la Cathédrale	600, boulevard de Maisonneuve Ouest	83,0	0,18
Centre de commerce mondial	393, rue Saint-Jacques Ouest	82,0	0,18
Banque Mercantile du Canada	752-772, rue Sherbrooke Ouest	82,0	0,18
Maison du Trust Royal	630, boulevard René-Lévesque Ouest	79,0	0,18

(1) Pourcentage applicable sur l'évaluation totale imposable de 44 937,4 M\$ (valeur étalée) du rôle 2001-2003, déposé le 13 septembre 2000, mis à jour le 13 septembre 2001.

Statistiques générales (suite)

IMMEUBLES NON IMPOSABLES LES PLUS IMPORTANTS QUI FONT L'OBJET
DE PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES

Identification	Adresse	Valeur au rôle (en millions) \$	Pourcentage (1) %
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET MANDATAIRE			
Société Radio-Canada	1400, boulevard René-Lévesque Est	101,8	0,86
Port de Montréal	Port de Montréal	79,1	0,66
Ministère des travaux publics	Société du Vieux-Port	60,0	0,50
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC			
Société immobilière du Québec	1, rue Notre-Dame Est	151,7	1,28
Société de la Place des Arts	105-175, rue Sainte-Catherine Ouest	113,1	0,95
Édifice Parthenais	1730, rue Fullum	61,4	0,52
RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES			
Hôpital Notre-Dame	1560, rue Sherbrooke Est	128,6	1,08
Hôpital Général Juif	4615, chemin de la Côte Sainte-Catherine	97,2	0,82
Hôpital Sainte-Justine	3165-85, chemin de la Côte Sainte-Catherine	97,0	0,82
Hôpital Royal Victoria	687-835, avenue des Pins Ouest	92,6	0,78
Hôpital Louis-H.-Lafontaine	7401-45, rue Hochelaga	84,6	0,71
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	5305-5415, boulevard de l'Assomption	63,0	0,53
RÉSEAU DE L'ÉDUCATION			
Université de Montréal	2920, boulevard Édouard-Montpetit	226,0	1,90
Université McGill	677-961, rue Sherbrooke Ouest	174,3	1,47
Université du Québec à Montréal	400, rue Sainte-Catherine Est	113,1	0,95
Centre universitaire de santé McGill	1547-1597, avenue des Pins Ouest	84,3	0,71
Université McGill	455-551, avenue des Pins Ouest	77,3	0,65
Université du Québec à Montréal	200, rue Sherbrooke Ouest	72,3	0,61
École des Hautes Études Commerciales	3000, chemin de la Côte Sainte-Catherine	72,1	0,61
Université McGill	3644-90, rue Peel	70,6	0,59

(1) Pourcentage applicable sur l'évaluation totale exempte de 11 897,3 M\$ (valeur étalée) du rôle 2001-2003, à la date du dépôt, le 13 septembre 2000 mis à jour le 13 septembre 2001.

Statistiques générales (suite)

IMMEUBLES ENGENDRANT LES REVENUS LES PLUS IMPORTANTS

Identification	Adresse	Revenus (1)	Pourcentage (2)
		(en millions) \$	%
Place Ville-Marie	1-5, place Ville-Marie	18,7	1,37
Complexe Desjardins	100-190, rue Ste-Catherine Ouest	12,8	0,94
Tour I.B.M. – Marathon	1250, boulevard René-Lévesque Ouest	9,3	0,68
Le 1000 de la Gauchetière	1000, rue de la Gauchetière Ouest	8,1	0,60
Centre Molson	1200, rue de la Gauchetière Ouest	7,0	0,51
Place Versailles	7255-7525, rue Sherbrooke Est	6,2	0,46
Casino de Montréal	1, avenue du Casino	6,0	0,44
Sun Life	1153-1155, rue Metcalfe	5,8	0,43
Banque Nationale de Paris	1981, avenue McGill College	5,7	0,42
Centre Eaton	705, rue Sainte-Catherine Ouest	5,3	0,39
Société du Palais des Congrès	200, rue de la Gauchetière Ouest	5,3	0,39
Banque Nationale du Canada	600, rue de la Gauchetière Ouest	4,5	0,33
Hôtel Reine-Élisabeth	900, boulevard René-Lévesque Ouest	4,2	0,31
Place Bonaventure	800-900, rue de la Gauchetière Ouest	4,2	0,31
Bell Canada	700, rue de la Gauchetière Ouest	4,2	0,31
Place Montréal Trust	1600-1800, avenue McGill College	4,0	0,29
Place de la Cathédrale	600, boulevard de Maisonneuve Ouest	3,9	0,29
Place Dupuis	800-850, boulevard Maisonneuve Est	3,8	0,28
Maison du Trust Royal	630, boulevard René-Lévesque Ouest	3,7	0,27
Place Victoria	800, place Victoria	3,6	0,26

(1) Ces sommes sont composées des revenus de taxes d'affaires, d'eau et de services, de taxes spéciales, de taxes foncières.

(2) Pourcentage applicable sur des revenus de l'imposition massive de l'exercice 2002 de 1 360,7 M\$.

Publié par
la Ville de Montréal

Service des finances
Direction de la comptabilité
et du contrôle financier
155, rue Notre-Dame Est
Bureau 207
Montréal (Québec)
Canada H2Y 1B5

Télécopieur
(514) 872-3145

www.ville.montreal.qc.ca

Dépôt légal

1^{er} trimestre 2002
Bibliothèque nationale
du Québec
ISBN : 2-7647-0206-X

Graphisme et impression

Ville de Montréal
07.20.002-0(01-2002)

Imprimé au Canada

English copy available upon request